



Documentation de base BKB



Table des matières

Conditions générales	3
Règlement de dépôt	8
Conditions d'utilisation de la Visa Debit Basler Kantonalbank	11
Dispositions de la Basler Kantonalbank relatives à l'utilisation de one	18
Conditions d'utilisation de la carte Maestro BKB	28
Conditions d'utilisation de la carte bancaire BKB	31
Conditions applicables à l'E-Banking	34
Conditions particulières relatives aux transactions SEPA	39
Informations importantes relatives aux ordres de paiement transfrontaliers	41
Dispositions pour la communication électronique	42
Informations à l'attention de notre clientèle – Éviter les avoirs sans contact et en déshérence	44
Explications sur la déclaration fiscale volontaire	46



Conditions générales

Édition 2020

Les présentes conditions ont pour but de régler clairement les relations entre le client et la banque. Sont réservés les conventions particulières, de même que les règlements spéciaux édictés par la banque et les usages bancaires applicables à certaines catégories d'affaires.

Afin de garantir une meilleure lisibilité, seule la forme masculine est utilisée dans ce document pour désigner les clients et clientes de l'établissement.

1. Droit de disposition

Les autorisations de disposition communiquées à la banque sont appliquées par celle-ci jusqu'à ce qu'un changement lui soit expressément notifié, et sans tenir compte d'inscriptions divergentes dans le registre du commerce ou d'autres publications. Si un compte ou un dépôt est libellé au nom de plusieurs personnes et qu'aucun accord contraire n'a été signé, les ayants droit ne peuvent en disposer qu'à titre commun.

2. Légitimation et obligations de diligence

La banque est tenue de procéder à la légitimation de ses clients avec la diligence usuelle.

Dans la mesure où la banque a satisfait à ses obligations en la matière, la responsabilité de tout dommage ou autre préjudice découlant de la non-identification de carences de légitimation, notamment de falsifications de signatures et de documents ou de manipulations de messages électroniques, est assumée par le client.

La banque n'est en particulier pas tenue de procéder à un recoupement entre, d'une part, les informations et instructions reçues du client ou de l'un de ses représentants et, d'autre part, les informations et instructions lui ayant déjà été communiquées par le client.

Le client se doit de conserver avec soin ses documents bancaires et de faire en sorte qu'aucune personne non autorisée ne puisse accéder aux informations qu'ils contiennent. Avant de transmettre des directives à la banque, il s'assure d'avoir pris toutes les mesures de précaution nécessaires pour limiter le risque de fraude. Afin de prévenir tout abus, il garde confidentiels ses identifiants électroniques (mots de passe et codes y compris), les conserve séparément les uns des autres et suit les éventuelles recommandations de sécurité lui ayant été communiquées par la banque en lien avec les produits et services électroniques. Il signale immédiatement à la banque toute irrégularité constatée. La responsabilité des dommages résultant d'un non-respect de ces obligations de diligence est assumée par le client.

La banque prend les mesures adéquates pour identifier et prévenir les fraudes. Au cas où elle ne ferait pas preuve de la diligence usuelle dans ce cadre, elle serait tenue pour responsable des dommages en découlant.

Tout dommage ou autre préjudice n'étant pas lié à un manquement aux obligations de diligence de la banque et du client est imputé à la partie qui aurait pu influencer sur la cause de celui-ci. La responsabilité de la banque n'est pas engagée en cas de dommage ou autre préjudice résultant d'erreurs de transmission, de problèmes techniques ou d'une intervention illicite sur les terminaux ou logiciels du client.

La banque peut en tout temps prendre des mesures qui lui semblent adaptées afin de vérifier la légimité du client ou de l'un de ses représentants dans le cadre de leurs échanges. La responsabilité des dommages découlant d'un retard dû à l'accomplissement de ces formalités est assumée par le client.

3. Incapacité d'exercer des droits civils

Le client est tenu d'informer immédiatement la banque, par écrit, de l'incapacité de l'un de ses représentants (ou d'un autre tiers agissant pour son compte) à exercer ses droits civils. À défaut, ou si le client se trouve lui-même dans l'incapacité d'exercer ses droits civils, ce dernier assume la responsabilité des dommages en découlant, à moins que la banque, ses collaborateurs ou des auxiliaires n'aient pas fait preuve de la diligence usuelle.

4. Communications de la banque et erreurs de transmission

La banque est autorisée à communiquer avec le client par courrier postal, par téléphone, par le biais de canaux électroniques (e-mail, fax, SMS, Online Banking, applications mobiles, etc.) ou par tout autre moyen de transmission ou de transport, en utilisant pour ce faire les données de contact explicitement communiquées par le client ou par l'un de ses représentants, ou celles utilisées par celui-ci dans le cadre de ses échanges avec la banque.



Le client est tenu de notifier à la banque tout changement concernant les informations qu'il lui a transmises à son sujet ou à celui de ses représentants (par ex. nom, adresse, domicile, adresse e-mail et numéro de téléphone).

Les communications de la banque sont réputées effectuées dès lors qu'elles ont été adressées conformément aux dernières données de contact indiquées par le client ou réalisées d'une autre manière selon les directives de celui-ci.

La date figurant sur le double ou sur la liste d'expédition en possession de la banque (sous forme physique ou électronique) est présumée être celle de l'expédition.

Par le biais de son site internet (www.bkb.ch), la banque peut communiquer au client des informations, conditions et documents, et satisfaire à ses obligations d'information et de publication (par ex. en matière de protection des investisseurs et de transparence dans le cadre de la réglementation des marchés financiers).

La banque fait preuve de la diligence usuelle lorsqu'elle recourt au courrier postal, au téléphone, aux canaux électroniques ou à tout autre moyen de transmission ou de transport. Elle ne répond des dommages résultant de pertes, de retards, d'irrégularités, de doublons, de problèmes techniques ou de pannes qu'en cas de manquement à ses obligations de diligence. Dans le cas contraire, la responsabilité incombe au client.

5. Réclamations

Toute réclamation du client relative à l'exécution, à l'inexécution ou à la mauvaise exécution d'un ordre ou d'une communication de la banque doit être présentée immédiatement, au plus tard toutefois dans le délai éventuellement fixé par la banque.

Le client est tenu d'informer la banque dans les plus brefs délais en cas de non-réception de documents ou de messages attendus (relevés de compte ou de dépôt, décomptes de bourse, etc.).

La contestation d'un relevé de compte ou de dépôt doit s'effectuer dans le mois suivant sa réception.

À défaut, l'exécution ou l'inexécution ainsi que les communications et relevés correspondants sont considérés comme approuvés.

Le client assume dans tous les cas la responsabilité des dommages résultant d'un non-respect des délais fixés.

6. Exécution des ordres

Si le client a transmis un ou plusieurs ordre(s) entraînant un dépassement de l'avoir disponible ou du crédit octroyé,

la banque est en droit de déterminer à son gré les ordres à exécuter entièrement ou en partie et cela, sans égard aux dates des ordres ou à leur arrivée à la banque.

En cas de mauvaise exécution, d'inexécution (à tort) ou d'exécution tardive d'un ordre, la banque ne répond du dommage occasionné qu'à concurrence du montant de la perte d'intérêts (cela ne s'applique pas aux ordres de bourse).

En présence d'un risque de dommage plus étendu dans certains cas particuliers, le client est tenu d'informer la banque en conséquence, faute de quoi il devra assumer la responsabilité du dommage en question.

7. Droit de gage et de compensation

La banque est au bénéfice d'un droit de gage sur tous les avoirs en compte et sur toutes les valeurs qu'elle a en dépôt pour le compte du client (chez elle ou ailleurs), et, lorsqu'il s'agit de créances, d'un droit de compensation pour toutes ses prétentions, sans égard à leurs échéances, aux monnaies dans lesquelles elles sont libellées ou au fait qu'elles soient couvertes ou non par des garanties spécifiques.

Ce droit de gage et de compensation vaut également pour les demandes d'indemnisation ou d'exonération formulées par la banque, en particulier en lien avec des transactions réalisées pour le compte du client ou des valeurs patrimoniales conservées pour le compte du client par des tiers (y compris des émetteurs, des liquidateurs, des commissaires, des administrateurs judiciaires, des institutions ou des autorités).

En cas de demeure du client, la banque peut, à son choix (y compris en ce qui concerne l'ordre chronologique), réaliser les gages de gré à gré ou par voie de poursuite. Elle peut également engager une poursuite par voie de saisie ou par voie de faillite, tout en conservant son droit de gage.

8. Conditions, impôts et taxes

Tout comme les impôts, les conditions convenues ou usuelles telles que les intérêts, commissions et frais (y compris sur les avoirs), font l'objet d'un crédit/débit immédiat, mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel (selon le choix de la banque). Si la relation d'affaires concernée est libellée au nom de plusieurs personnes, celles-ci sont solidairement responsables.

Les conditions et autres charges actuellement appliquées se fondent sur des listes et fiches produits consultables par le client. Des modifications peuvent être apportées à tout moment par le biais d'une adaptation des listes et fiches produits, notamment en cas d'évolution de la situation sur le marché monétaire, des coûts ou des

risques commerciaux. Le client en est alors informé au préalable de façon adéquate.

Les changements ainsi que les nouvelles conditions sont considérés comme approuvés en l'absence de résiliation du produit ou du service concerné dans les 30 jours à compter de la communication des informations correspondantes. D'éventuels délais de résiliation ou de rétractation découlant de conditions ou d'accords spécifiques demeurent réservés.

Pour les prestations de la banque qui ne figurent pas dans une liste ou une fiche produit mais qui sont fournies sur ordre du client ou dans son intérêt présumé et dont la fourniture présuppose logiquement une rémunération, la banque peut prélever le montant de l'indemnisation selon sa libre appréciation.

Les éventuels impôts et taxes prélevés par la banque ou auprès d'elle en lien avec la relation d'affaires, de même que ceux devant être retenus par la banque sur la base du droit suisse ou de celui d'un autre pays, d'un traité international ou d'un accord contractuel avec des services étrangers (par ex. impôt à la source de 30% en vertu de l'accord FATCA [Foreign Account Tax Compliance Act]), ainsi que les frais facturés à la banque sont à la charge du client ou peuvent être répercutés sur lui.

9. Monnaies étrangères

Les placements de la banque correspondant aux avoirs des clients en monnaies étrangères sont détenus dans les mêmes monnaies dans les zones monétaires en question ou hors de celles-ci, au nom de la banque, mais pour le compte du client et aux risques de ce dernier. Le client supporte proportionnellement à son avoir tous les risques inhérents au placement global, en particulier ceux découlant de restrictions, d'impôts et d'autres charges prévus par la loi ou par les autorités, et ce, dans tous les pays concernés.

Le client peut disposer sans autre de ses avoirs en monnaies étrangères sous la forme de ventes ou de virements. Tout autre mode de disposition nécessite l'accord de la banque.

En l'absence d'instructions contraires, la banque est autorisée à effectuer en francs suisses les bonifications et les débits de montants en monnaies étrangères (au cours du jour de réception/traitement), à moins que le client ne possède un compte dans la monnaie correspondante. Si le client dispose uniquement de comptes dans des monnaies tierces, le montant est crédité/débité, au choix de la banque, dans l'une ou l'autre de ces monnaies.

10. Effets de change, chèques et autres papiers-valeurs

La banque est habilitée à débiter les effets de change, chèques et autres papiers-valeurs escomptés ou crédités qui n'ont pas fait l'objet d'un paiement, y compris si des chèques déjà encaissés s'avèrent a posteriori avoir été dérobés, perdus, falsifiés ou lacunaires. Jusqu'à l'acquittement d'un éventuel solde débiteur, la banque conserve toutefois, à l'encontre de toute personne obligée en vertu du papier-valeur, ses prétentions au règlement de l'intégralité du montant nominal du titre matérialisées par des lettres de change, billets à ordre, chèques ou de tout autre titre similaire incorporant des créances accessoires.

11. Résiliation de la relation d'affaires

Le client et la banque peuvent résilier en tout temps la relation d'affaires, que ce soit avec effet immédiat ou à une date ultérieure. La banque peut notamment annuler à tout moment des limites de crédit et exiger immédiatement le remboursement d'avoirs. Des accords particuliers et des dispositions en matière de résiliation spécifiques à certains produits demeurent réservés.

12. Limitation des prestations et liquidation

En vue de garantir le respect de dispositions légales, réglementaires ou contractuelles et de répondre à ses obligations de diligence et d'exercice d'une activité irréprochable, la banque peut limiter en totalité ou en partie la fourniture de prestations au client, indépendamment de réglementations complémentaires portant sur les services bancaires concernés. La banque peut en particulier procéder au blocage d'une relation de compte ou de dépôt, remettre à plus tard ou restreindre l'exécution d'ordres de toutes sortes (par ex. versement, paiement, virement ou transfert d'avoirs, de titres ou d'autres valeurs patrimoniales, clôture) ou refuser de manière générale certaines valeurs patrimoniales ou bonifications.

En cas de résiliation (ou si des valeurs patrimoniales ou des avoirs détenus ne peuvent plus être conservés par la banque, notamment pour des raisons légales, réglementaires ou spécifiques à un produit), le client doit indiquer à la banque, sur demande de celle-ci, où ces valeurs et avoirs doivent être transférés.

S'il omet de le faire dans un délai adéquat fixé à la suite de la résiliation de la relation d'affaires ou de la limitation des prestations, la banque peut les livrer physiquement ou procéder à leur liquidation. Le produit d'une éventuelle liquidation ainsi que les avoirs restants du client peuvent être déposés par la banque, avec effet libératoire, au lieu désigné par le juge ou envoyés au client sous la forme d'un chèque posté à la dernière adresse connue de celui-ci.



13. Jours fériés

Dans toutes les relations avec la banque, le samedi est assimilé à un jour férié officiel.

14. Externalisation d'activités (outsourcing)

La banque est autorisée à confier (en totalité ou en partie) certains domaines d'activité et services à des prestataires (autres banques ou autres entités juridiques du Groupe Basler Kantonalbank ou tiers) en Suisse ou à l'étranger. Dans le cadre de ces externalisations, il peut arriver que des données soient transmises à des prestataires et que ceux-ci fassent eux-mêmes appel à d'autres prestataires. Tous sont liés par un devoir de confidentialité.

15. Respect des exigences légales et réglementaires

Le client répond du respect (par lui-même et par les autres personnes concernées par la relation bancaire ou par les valeurs patrimoniales) des prescriptions légales applicables (y compris les lois fiscales et les obligations de déclaration), et applique en tout temps la législation en vigueur. Il est en mesure de prouver à la banque, à sa demande, que lui-même et les éventuelles autres personnes impliquées dans la relation respectent ces prescriptions.

16. Secret bancaire et protection des données

Les organes, employés et mandataires de la banque sont assujettis à des obligations légales aux fins de protection et de confidentialité des données relatives à la relation d'affaires avec le client.

L'obligation pour la banque de respecter le secret bancaire ne s'applique pas en cas d'obligations légales ou réglementaires d'informer ou de renseigner, de même que si le client a donné son consentement à la divulgation des données le concernant ou si d'autres motifs prévus par la loi (notamment la sauvegarde des intérêts légitimes de la banque) justifient celle-ci. En particulier, le secret bancaire ne s'applique pas:

- a) en relation à des tiers en Suisse et à l'étranger (par ex. courtiers, banques, référentiel central, bourses, organes de coordination et sous-dépositaires, émetteurs, autorités compétentes et autres tiers impliqués), pour les transactions et prestations que la banque fournit pour le compte du client (par ex. tenue de compte et de dépôt ou traitement d'opérations relatives au trafic des paiements, aux titres, devises et autres opérations de clientèle), en particulier pour celles ayant un lien avec l'étranger. La divulgation de données peut résulter du droit suisse ou d'un droit étranger, de réglementations propres, d'usages sur le marché, de dispositions contractuelles ou de conditions posées par des émetteurs, des prestataires et d'autres parties dont la banque est tributaire pour le traitement des dites transactions et prestations;

- b) lors de procédures dirigées contre la banque (également en tant que tierce partie) et entamées ou annoncées par le client ou par d'autres personnes concernées par la relation bancaire ou par les valeurs patrimoniales, que ce soit en Suisse ou à l'étranger;
- c) aux fins de la garantie ou de la réalisation (en Suisse ou à l'étranger) des créances ou d'autres droits envers le client, et de la réalisation de sûretés constituées pour le client;
- d) en cas de griefs publics du client (ou d'autres personnes concernées par la relation bancaire ou par les valeurs patrimoniales) formulés à l'encontre de la banque, notamment auprès des médias ou des autorités;
- e) lors de l'échange d'informations entre la banque et les autres banques ou les entités juridiques du Groupe Basler Kantonalbank en Suisse dans un but commercial, par ex. l'exécution et le suivi des opérations bancaires en lien avec le client, les renseignements concernant l'offre de prestations de sociétés du groupe, la garantie de la gestion des risques ou le respect des prescriptions légales et réglementaires, ou pour des raisons de compliance. Les destinataires sont liés par des dispositions en matière de confidentialité.

La banque sauvegarde et traite les données concernant la relation d'affaires avec le client ainsi que d'autres provenant de sources tierces, et peut s'en servir pour établir et modifier des profils. Ceux-ci peuvent être exploités par la banque ainsi que par les autres banques et les autres entités juridiques du Groupe Basler Kantonalbank pour les motifs évoqués à la let. e) ainsi que dans une optique de prospection du marché et de marketing.

La banque publie sur son site internet (www.bkb.ch/datenschutzerklaerung) ses principes en matière de traitement des données personnelles ainsi que d'éventuelles mises à jour.

Le client prend acte du fait que les données qui sont transmises à l'étranger ne sont plus protégées par le droit suisse mais sont soumises à la législation étrangère applicable.

17. Avoirs sans contact

Le client s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir l'absence de contact (au sens des règlements applicables) dans le cadre de sa relation d'affaires avec la banque. Il est notamment tenu de communiquer dans les plus brefs délais à l'établissement tout changement d'adresse ou de nom (par ex. à la suite d'un mariage).

Le client prend note du fait qu'en l'absence de contact, la banque sera tenue d'annoncer la relation d'affaires à une autorité centrale.



Non seulement les conditions et autres charges indiquées dans les listes et fiches produits continuent de s'appliquer en l'absence de contact avec le client, mais la banque est en outre autorisée à prélever des frais particuliers ainsi qu'un dédommagement pour les actions engagées en lien avec les avoirs sans contact ou sans nouvelles.

18. Modification des Conditions générales

La banque se réserve le droit de modifier à tout moment ses Conditions générales. Le cas échéant, ces changements seront communiqués au client en amont de façon adéquate et, en l'absence de contestation de la part de celui-ci dans un délai d'un mois, seront considérés comme acceptés.

19. Droit applicable et for

Toutes les relations juridiques entre le client et la banque sont **exclusivement soumises au droit suisse**. Le lieu d'exécution, le lieu de poursuite pour les clients domiciliés à l'étranger et le **for juridique exclusif de tout litige est Bâle**. La banque demeure toutefois en droit d'agir au domicile du client ou devant toute autre autorité compétente, le droit suisse restant exclusivement applicable.

Demeurent réservées les prescriptions obligatoires concernant le for, stipulées par la loi suisse.



Règlement de dépôt

1. Domaine d'application

Le présent Règlement de dépôt s'applique en sus des Conditions générales relatives à la conservation, à la comptabilisation et à l'administration de valeurs et d'objets (valeurs en dépôt) par la banque, y compris ceux qui sont gérés sous la forme de titres intermédiés. Il complète les éventuels accords contractuels particuliers.

2. Réception de valeurs en dépôt

La banque accepte en général en dépôt ouvert les valeurs suivantes:

- Titres intermédiés, papiers-valeurs, droits-valeurs, autres placements non titrisés sur les marchés monétaire ou des capitaux, et autres instruments financiers, pour conservation (ou comptabilisation) et administration;
- Métaux précieux et pièces détenus sous une forme courante et dans une qualité standard, titres hypothécaires et pièces justificatives (polices d'assurance, par ex.), pour conservation.

La banque peut refuser la réception de valeurs confiées en dépôt sans avoir à se justifier, notamment si le client ne respecte pas les restrictions qui lui sont imposées en matière de placement.

Si, du fait de certaines restrictions d'ordre juridique, réglementaire ou spécifique au produit ou pour tout autre motif, la banque ne peut plus détenir des valeurs qui lui ont été confiées en dépôt, elle demandera à leur titulaire de lui communiquer des instructions en vue de leur transfert. Si le client ne transmet pas ses consignes dans le délai qui lui a été raisonnablement imparti, la banque peut livrer les valeurs patrimoniales physiquement ou procéder à leur liquidation.

La banque peut contrôler l'authenticité et les avis de blocage des valeurs confiées en dépôt par le client, ou les faire contrôler par des tiers en Suisse ou à l'étranger, sans pour autant assumer de responsabilité. Dans ce cas, elle n'exécute les ordres de vente et de livraison, tout comme les opérations d'administration, qu'une fois le contrôle effectué. Les coûts inhérents à cette vérification peuvent être facturés au client.

3. Obligation de diligence

La banque conserve, comptabilise et administre les valeurs qui lui sont remises en dépôt avec la diligence usuelle.

4. Livraison et mise à disposition des valeurs en dépôt

Sous réserve de délais de résiliation, de dispositions légales, de statuts de l'émetteur, de droits de gage de la banque et d'éventuels accords contractuels particuliers, le client peut demander à tout moment à la banque la

livraison ou la mise à disposition des valeurs en dépôt, selon la législation en vigueur sur le lieu de conservation, les délais de livraison usuels et la forme habituelle. Les frais de livraison et de mise à disposition peuvent être consultés dans les listes et fiches produits correspondantes. Dans le cadre de la livraison de valeurs d'un dépôt collectif, aucune prétention ne pourra être émise sur certains numéros, lots, années, etc.

Le transport et l'envoi de valeurs en dépôt s'effectuent pour le compte et aux risques du client. En l'absence de directives particulières, si une déclaration de valeur est nécessaire, la banque y procède à sa discrétion.

5. Durée du contrat

Le rapport juridique matérialisant le dépôt est conclu pour une durée indéfinie. Il ne s'éteint ni au décès, ni à la perte de l'exercice des droits civils, ni à la faillite du client.

6. Conditions

Les conditions et autres charges actuellement appliquées se fondent sur des listes et fiches produits consultables par le client. Des modifications peuvent être apportées à tout moment par le biais d'une adaptation des listes et fiches produits, notamment en cas d'évolution des coûts ou de réévaluation des risques commerciaux. Le client en est alors informé au préalable de façon adéquate.

Pour les prestations de la banque qui ne figurent pas dans une liste ou une fiche produit mais qui sont fournies sur ordre du client ou dans son intérêt présumé, et dont la fourniture présuppose logiquement une rémunération (par ex. commissions et frais de tiers ou frais de procédure et de justice facturés à la banque en lien avec les valeurs en dépôt), la banque peut prélever le montant de l'indemnisation selon sa libre appréciation.

7. Indemnités de distribution

Dans le cadre de la distribution de placements collectifs de capitaux et d'autres produits de placement, la banque peut percevoir de la part de tiers des indemnités de distribution, à savoir des commissions pour la gestion du portefeuille. La banque reverse périodiquement au client les indemnités ainsi perçues.

8. Conservation des valeurs en dépôt

La banque est habilitée à confier, en son nom mais pour le compte et aux risques du client, la conservation des valeurs en dépôt (séparément ou dans un dépôt collectif) à un organisme tiers (sous-dépositaire) de son choix, en Suisse ou à l'étranger. Dans le cas de valeurs conservées par un sous-dépositaire, la banque n'a d'autre obligation que de faire preuve de la diligence usuelle requise dans le choix du prestataire et la transmission de consignes à celui-ci.



Des valeurs en dépôt tirées au sort peuvent également être gardées dans un dépôt collectif. Un dépôt collectif est exclu pour les valeurs qui, de par leur nature ou pour toute autre raison, doivent être détenues de manière dissociée. En cas de dépôt à l'étranger, les valeurs concernées sont soumises aux lois et usances du lieu de dépôt. Les sous-dépôts peuvent faire valoir un droit de gage ou toute autre garantie sur les valeurs confiées à leurs bons soins.

Au cas où la législation étrangère rendrait difficile, voire impossible, la restitution des valeurs déposées à l'étranger, la banque n'aurait d'autre obligation que de procurer au client une prétention à obtenir, de la part d'un sous-dépôt ou d'une banque correspondante de son choix et au lieu de leur conservation, un droit à restitution proportionnelle aux valeurs déposées, dans la mesure où ce droit existe et qu'il est cessible.

9. Enregistrement des valeurs en dépôt

Si le client y donne son consentement explicite, les valeurs en dépôt nominatives d'émetteurs suisses sont en général enregistrées à son nom dans le registre de référence (par ex. le registre des actions). Le client accepte ainsi que les informations qu'il a communiquées lors de l'enregistrement (son identité, notamment) soient transmises à l'instance ou à la personne chargée de la conservation (société, administrateur du registre, etc.).

Si l'enregistrement au nom du client n'est pas usuel ou s'il s'avère impossible, la banque peut faire enregistrer les valeurs en dépôt en son nom propre ou au nom d'un tiers, pour le compte et aux risques du client.

10. Obligations d'annoncer et de déclarer

Le client est responsable du respect de l'ensemble des obligations d'annoncer et de déclarer (publicité des participations, soumission d'une offre publique d'achat, etc.) vis-à-vis de sociétés, de bourses, d'autorités ainsi que d'autres acteurs du marché. Le droit national ou étranger applicable prévaut en la matière. La banque n'est pas tenue de rappeler ces obligations au client. Si les valeurs sont enregistrées au nom d'une société «nominee» ou de la banque, le client est tenu d'informer sans délai cette dernière de toute obligation d'annoncer.

La banque est autorisée à ne pas exécuter tout ou partie des actes usuels d'administration concernant des valeurs au cas où ceux-ci entraîneraient des obligations d'annoncer ou de déclarer, dès lors qu'elle en informe le titulaire du dépôt.

Le client est seul tenu de se conformer aux restrictions et réglementations contraignantes prévues par le droit suisse ou étranger ainsi que d'obtenir les autorisations requises pour réaliser ou initier des transactions sur ses valeurs en dépôt.

Il incombe au client de se procurer les informations correspondantes (relatives aux obligations d'annoncer et de déclarer, aux restrictions, etc.).

Si de telles obligations ne sont imposées qu'après la réalisation de l'opération d'achat, la banque est autorisée à vendre les valeurs en dépôt concernées dès lors que le client ne lui a pas fait parvenir en temps utile la déclaration écrite demandée alors qu'elle avait menacé de céder les valeurs.

11. Conversion de valeurs en dépôt

La banque est habilitée à faire annuler aux frais du client les certificats fournis, à les faire remplacer par des droits-valeurs et à gérer les papiers-valeurs ainsi que les droits-valeurs sous la forme de titres intermédiés crédités sur un compte de titres intermédiés, dans la mesure où les conditions sont remplies. La banque peut par ailleurs exiger l'impression et la fourniture de papiers-valeurs, si cela est prévu par l'émetteur.

12. Administration

Sauf ordre particulier de la part du client, la banque assure les actes usuels d'administration tels que:

- l'encaissement d'intérêts, de dividendes, d'autres distributions et de capitaux remboursables;
- l'échange et la souscription de valeurs en dépôt sans droit d'option du client (split, spin-off, etc.);
- le suivi de tirages, résiliations, conversions, droits de souscription, amortissements de valeurs en dépôt, etc.

Si la banque ne gère pas de valeurs individuelles au sens habituel du terme, elle en informe le client avec un avis stipulant que les valeurs ont été comptabilisées dans son dépôt, ou d'une autre façon.

Pour autant qu'elle en ait été informée en temps utile, la banque se charge des opérations suivantes:

- l'exercice de droits de souscription, de droits d'option et de droits de conversion;
- la réalisation de conversions;
- la réalisation de versements sur des valeurs en dépôt non intégralement libérées;
- l'exécution d'ordres liés à des offres de titres dans le cadre d'offres publiques d'achat, de fusions, de scissions, de changements de forme juridique, etc.

Dans la mesure du possible, la banque informe de manière appropriée le client des événements à venir. Si les instructions du client ne lui parviennent pas en temps utile, la banque est habilitée, sans y être tenue, à prendre les mesures qu'elle juge nécessaires. En règle générale, les droits de souscription non exercés sont vendus, et les offres de rachat, d'échange ou de conversion déclinées.



La banque ne s'occupe pas des actes d'administration pour certaines valeurs en dépôt telles que:

- les actions nominatives sans coupon, lorsque l'adresse de livraison pour les dividendes et distributions n'est pas celle de la banque;
- les titres majoritairement ou exclusivement négociés à l'étranger qui sont conservés en Suisse à titre exceptionnel;
- les titres hypothécaires et les pièces justificatives (polices d'assurance, par ex.).

Pour tous ses actes d'administration, la banque se fonde sur les sources d'information usuelles de la branche dont elle dispose, sans pour autant assumer une quelconque responsabilité. Tant qu'elle est chargée de l'administration des valeurs en dépôt, la banque peut, sans y être tenue, donner aux émetteurs ou aux sous-dépositaires les instructions nécessaires à la bonne administration desdites valeurs et se procurer les renseignements dont elle a besoin.

Il incombe au client de faire valoir ses droits découlant des valeurs en dépôt dans le cadre de procédures judiciaires (poursuite pour insolvabilité, etc.) et de se procurer les informations nécessaires en la matière.

13. Crédits et débits

Les crédits et débits sont comptabilisés par la banque sur un compte désigné par le client. Sauf instruction contraire, la banque a le droit, mais pas l'obligation, de convertir en francs des montants libellés en monnaie étrangère.

Les opérations de crédit sont effectuées sous réserve des entrées de paiement. La banque est autorisée à annuler des écritures passées par erreur ou erronées, même rétroactivement et sans limite temporelle, après l'enregistrement sur le dépôt ou le compte du client. Le client prend acte du fait que ces corrections sont effectuées par la banque sans concertation préalable avec lui. Les dispositions relatives à l'annulation conformément à la loi sur les titres intermédiés demeurent réservées.

Les modifications d'instructions relatives au compte doivent parvenir à la banque au plus tard cinq jours ouvrables bancaires avant l'échéance.

14. Relevés

La banque transmet au client, généralement en fin d'année, un relevé des valeurs en dépôt. Ce récapitulatif peut faire état d'autres valeurs ne relevant pas du présent règlement. Les titres intermédiés ne sont pas signalés expressément comme tels.

Les évaluations du contenu du dépôt reposent sur des indications de cours émanant de sources d'information usuelles de la branche. La banque décline toute responsabilité quant à l'exactitude de ces données ou à celle d'autres informations relatives aux valeurs comptabilisées.

15. Modifications du Règlement de dépôt

La banque se réserve le droit de procéder à tout moment à la modification du présent Règlement de dépôt. Le cas échéant, ces changements seront communiqués au client en amont de façon adéquate et, en l'absence de contestation de la part de celui-ci dans un délai d'un mois, seront considérés comme acceptés.

Conditions d'utilisation de la Visa Debit Basler Kantonalbank

I. Dispositions générales

1. Généralités

Les «conditions» suivantes s'appliquent à la Visa Debit (ci-après également dénommée «carte») émise par la Basler Kantonalbank (ci-après dénommée «banque»). Pour le reste s'appliquent les «documents de base», à savoir les «Conditions générales» de la banque ainsi que les éventuelles conventions et dispositions applicables à certaines opérations ou prestations.

La carte est toujours rattachée à un compte bancaire donné. La relation contractuelle relative à la carte (ci-après également dénommée «relation contractuelle» ou «contrat») est établie entre le titulaire du compte et la banque. Les transactions sont imputées ou créditées sur ce compte bancaire. La banque peut permettre l'intégration d'autres comptes du titulaire (fonction multicomptes). Outre le titulaire du compte, des titulaires d'une procuration sur le compte ou d'autres personnes désignées par le titulaire du compte peuvent également être titulaires d'une carte. La banque se réserve le droit de limiter la mise à disposition de cartes au nom de tiers aux titulaires d'une procuration sur le compte. Chacun de ces tiers est dénommé «ayant droit à la carte». La carte est émise en son nom. Le titulaire du compte est également ayant droit à la carte. La banque peut, sans y être contrainte, permettre au titulaire d'une procuration sur le compte de commander des cartes sans qu'une autorisation écrite expresse du titulaire du compte soit nécessaire. La responsabilité du titulaire du compte est engagée pour l'utilisation de toutes les cartes. Ce dernier a la possibilité de consulter les données et les transactions de tous les ayants droit à la carte. Les cartes demeurent la propriété de la banque. L'émission de cartes pour les titulaires d'une procuration sur le compte et pour les autres tiers ne donne lieu à aucune relation contractuelle entre ces derniers et la banque.

En commandant la carte ou en l'utilisant pour la première fois, chaque titulaire de cartes déclare accepter les présentes conditions.

2. Établissement de la relation contractuelle

Si la présente relation contractuelle, comprenant les présentes conditions, n'est pas établie dans le cadre d'une demande de carte séparée formulée par écrit ou sous toute autre forme, chaque ayant droit à celle-ci accepte les présentes conditions au plus tard lors de la première utilisation de la carte ou s'il ne la retourne pas à la banque sous 30 jours, ainsi que les frais applicables au moment de l'utilisation de la carte. Il en va de la responsabilité du titulaire du compte d'informer les éventuels autres ayants droit à la carte des modifications des présentes dispositions et des conditions, si celles-ci ne leur sont pas

transmises directement. Les ayants droit à la carte autorisent le titulaire du compte à donner et à recevoir également en leur nom toutes les explications concernant les cartes. Dans la mesure où les dispositions de la banque relatives aux procurations le prévoient, les titulaires d'une procuration sur le compte peuvent en outre demander des cartes en leur nom propre et justifier à ce sujet des relations contractuelles correspondantes au nom du titulaire du compte.

3. Procurations / décès et incapacité légale

La révocation d'une procuration sur un compte ne conduit pas automatiquement à l'invalidité de la carte correspondante. De même, le décès ou l'incapacité légale d'un ayant droit à la carte ne donnent pas automatiquement lieu au blocage de la carte. Le titulaire du compte ou son successeur légal doit demander expressément le blocage de la carte auprès de la banque.

4. Modification des conditions

La banque se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes dispositions ainsi que les autres conditions (en particulier les frais et les fonctions ou prestations spécifiques des cartes). Toute modification est communiquée au titulaire du compte de façon appropriée, au moins 30 jours avant son entrée en vigueur. En l'absence de résiliation écrite par le titulaire du compte de la relation contractuelle relative à la carte ou de la restitution de toutes les cartes par les titulaires correspondants, les modifications sont réputées acceptées. Cette disposition s'applique cependant en tout état de cause dès la première utilisation de la carte après l'entrée en vigueur des modifications.

5. Droit de débit de la banque

La banque est autorisée à débiter du compte figurant sur la carte l'ensemble des montants résultant de l'utilisation de la carte (transactions) et des frais. Cette disposition s'applique également aux montants réservés ou comptabilisés provisoirement. La limite de la carte et les restrictions de liquidités sur le compte peuvent s'en trouver affectées. Les transactions effectuées dans une devise autre que celle du compte sont converties dans la devise du compte. La banque est en droit de refuser des transactions sans en indiquer le motif si leur comptabilisation entraîne l'apparition d'un solde débiteur sur le compte. La banque ne saurait être tenue responsable des dommages éventuels qui pourraient en résulter pour l'ayant droit à la carte.

Les transactions sont récapitulées périodiquement (par ex. mensuellement) sur le relevé de compte correspondant. À la cessation de la relation contractuelle, il subsiste un droit de débit de l'ensemble des montants correspon-



dant à toutes les utilisations antérieures de la carte. Le droit de débit de la banque demeure entier également en cas de différends entre l'ayant droit à la carte et des tiers (par ex. points d'acceptation). Les éventuels différends concernant des anomalies et des réclamations au sujet de produits ou de services, ainsi que les prétentions correspondantes doivent être réglés directement par l'ayant droit à la carte avec le point d'acceptation correspondant.

6. Durée de validité et renouvellement de la carte

La carte est valide jusqu'à la fin de la date d'expiration indiquée sur celle-ci. Sauf renonciation expresse du titulaire, la carte est automatiquement remplacée par une nouvelle avant la date d'expiration indiquée. Si le titulaire ne reçoit pas sa nouvelle carte au moins dix jours avant l'expiration de l'ancienne, il doit en informer immédiatement la banque. La banque est en droit de ne pas renouveler la carte sans en indiquer le motif. Après l'arrivée à échéance de la durée de validité ou après la réception d'une carte de remplacement ou de renouvellement, le titulaire doit immédiatement rendre l'ancienne carte inutilisable.

7. Résiliation et blocage

Le titulaire du compte peut résilier à tout moment sa carte ainsi que celle d'un autre titulaire ou la relation contractuelle correspondante. Les autres ayants droit à la carte peuvent uniquement résilier leur propre carte ou la relation contractuelle correspondante. À l'issue de cette résiliation, le client doit restituer spontanément et immédiatement la carte à la banque. Celle-ci est en droit de bloquer la carte à tout moment, sans notification préalable auprès du titulaire et sans en indiquer le motif. La banque bloque la carte lorsque le titulaire en formule la demande expresse, lorsqu'il signale la perte de la carte et/ou du NIP ainsi que lors d'une résiliation. Les coûts résultant du blocage peuvent être débités du compte. Nonobstant la résiliation ou le blocage, la banque reste en droit de débiter au titulaire toutes les sommes qui sont réputées autorisées par le titulaire après la résiliation ou le blocage (y compris les charges découlant de services récurrents tels que des abonnements à des journaux, des droits d'adhésion ou des services en ligne).

8. Cession

La banque peut à tout moment transmettre ou céder à des tiers la relation contractuelle ou certaines des créances ou obligations en découlant (par ex. sociétés de recouvrement) en Suisse ou à l'étranger. Dans la mesure où cela est nécessaire, elle peut mettre à la disposition de ces tiers les données relatives à cette relation contractuelle (par ex. communication des relations bancaires initiales).

II. Utilisation de la carte

1. Types d'utilisations (fonctions)

Selon le contrat, la carte peut être utilisée pour l'une ou plusieurs des fonctions suivantes:

1.1 Fonction de retrait d'espèces

La carte peut être utilisée pour retirer des espèces, au débit du compte figurant sur la carte, aux distributeurs automatiques situés en Suisse et à l'étranger, ainsi qu'auprès de l'une des instances habilitées, et ce, à hauteur de la limite définie pour la carte. Outre le compte figurant sur la Visa Debit, celle-ci peut permettre d'accéder à d'autres comptes du titulaire autorisés par la banque.

1.2 Fonction de paiement

La carte peut être utilisée pour le paiement de marchandises et de services dans les commerces stationnaires et sur internet en Suisse et à l'étranger, à hauteur de la limite définie pour la carte.

1.3 Services propres à la banque

L'ayant droit à la carte peut utiliser les services propres à la banque aux distributeurs automatiques. Dans le domaine des services propres à la banque, il est notamment possible de procéder à des retraits d'espèces dans les limites de l'avoir disponible sur le compte correspondant ou d'une limite de crédit octroyée – éventuellement dans des proportions différentes de la limite de carte habituelle ou convenue, ou en sus de celle-ci – ou encore à hauteur des limites de la carte définies spécialement pour les services propres à la banque, voire de recourir à d'autres services. La banque peut élargir ces services ou les supprimer à tout moment sans notification préalable.

1.4. Services de versement

La Visa Debit peut être utilisée pour le versement de billets et de pièces aux automates prévus à cet effet. Le montant reconnu par l'automate et confirmé par la personne effectuant le versement est automatiquement crédité à la valeur du jour de versement sur le compte figurant sur la carte ou sur un autre compte ajouté via la fonction multicomptes et sélectionné à l'automate, déduction faite des frais indiqués dans la grille tarifaire.

L'inscription au crédit s'effectue indépendamment de la relation entre la personne effectuant le versement et le titulaire du compte, s'il ne s'agit pas de la même personne. Le droit de révocation de la personne effectuant le versement s'éteint lorsque l'automate accepte le montant versé.



1.5 Obligation de couverture

La carte ne peut être utilisée qu'en présence de la couverture nécessaire sur le compte (avoir ou limite de crédit). En cas de couverture insuffisante sur le compte, la banque est en droit de refuser des transactions.

1.6 Justificatif de transaction

Un justificatif de transaction est délivré sur demande à l'ayant droit à la carte lors des retraits d'espèces effectués par carte à la plupart des distributeurs automatiques et automatiquement ou sur demande lors du paiement de marchandises et de services. Celui-ci fait office d'avis de débit. Lors de versements d'espèces aux automates de la banque prévus à cet effet, le montant reconnu par l'automate et confirmé par la personne effectuant le versement est crédité sur le compte sélectionné. Le justificatif de transaction disponible lors du versement d'espèces fait office d'avis de crédit.

1.7 Perturbations techniques et dysfonctionnements

L'ayant droit à la carte ne peut faire valoir aucun droit en réparation du fait de perturbations techniques et de dysfonctionnements empêchant l'utilisation de la carte.

1.8 La Visa Debit avec prestations de tiers ou avantages

À la Visa Debit peuvent être associées des prestations supplémentaires, telles que des prestations d'assurance, dont bénéficie l'ayant droit à la carte lors de son utilisation ou du fait de sa possession. Ces prestations supplémentaires, à savoir les prestations d'assurance, sont, le cas échéant, décrites dans les caractéristiques des produits et réglementées dans des conditions à part. Les conditions correspondantes peuvent être émises par ces tiers, par ex. les compagnies d'assurance. Si ces conditions sont disponibles et déterminantes, elles sont consultables sur le site internet de la banque. Les prestations de tiers peuvent être fournies par une instance autre que la banque et ne peuvent en aucun cas donner lieu à des réclamations de l'ayant droit à la carte ou d'autres personnes à l'encontre de celle-ci.

2. Possibilités d'autorisation

L'ayant droit à la carte est en droit de payer des marchandises et des services dans les points d'acceptation correspondants et dans le cadre de la (des) limite(s) définie(s) ou convenue(s), ainsi que de procéder à des retraits d'espèces avec sa carte, selon les modalités suivantes:

2.1 En utilisant son code NIP.

2.2 Sur la base d'une autorisation personnelle autre que le code NIP, ou d'un autre moyen de validation (voir à ce sujet les dispositions supplémentaires pour l'utilisation des services en ligne).

2.3 Sur la base de transactions par téléphone, internet correspondance ainsi que tous les autres achats de produits et de services pour lesquels la transaction est exécutée uniquement par la saisie du nom de l'ayant droit à la carte, du numéro de carte, de la date d'expiration et – si exigé – du code de vérification imprimé sur la carte (CVV, CVC).

2.4 Par l'utilisation de la carte sans saisie du code NIP ni autre moyen de validation aux points de paiement automatisés (par ex. pour le paiement sans contact, les bornes de paiement de stationnement et les automates à billets ou les bornes de paiement autoroutières).

Le titulaire du compte reconnaît tous les paiements ou retraits d'espèces autorisés visés au présent point II 2, ainsi que les créances des points d'acceptation qui en résultent. La banque reçoit l'ordre formel et irrévocable d'en verser les montants aux différents points d'acceptation.

3. Restriction ou extension des possibilités d'utilisation

Les possibilités d'utilisation de la carte, du code NIP et des limites peuvent à tout moment être étendues, réduites ou supprimées. Les limites peuvent être demandées auprès de la banque.

4. Utilisations de la carte interdites

La carte ne peut être utilisée à des fins illégales.

III. Obligations de diligence de l'ayant droit à la carte

1. Conservation, perte, vol et utilisation abusive de la carte

La carte doit en permanence être conservée avec le plus grand soin. En cas de perte ou de vol de la carte, ou si les circonstances indiquent une quelconque utilisation abusive, l'ayant droit à la carte est tenu de le signaler immédiatement au service indiqué par la banque.

2. Confidentialité des moyens de validation (par ex. code NIP)

L'ayant droit à la carte est tenu de garder secrets le code NIP ainsi que les autres moyens de validation mis à sa disposition. Ces derniers ne doivent pas être transmis à des tiers ni enregistrés, même sous forme cryptée. Le code NIP et les autres moyens de validation ne doivent pas être composés de combinaisons faciles à deviner, telles que numéros de téléphone, dates de naissance, plaques d'immatriculation, nom de l'ayant droit à la carte ou de ses proches. La banque n'exigera jamais de l'ayant droit à la carte qu'il lui communique son code NIP et/ou



les mots de passe d'autres moyens de validation. La banque rejette toute responsabilité pour les éventuelles conséquences défavorables qui pourraient découler du non-respect des obligations de l'ayant droit à la carte.

3. Obligation de contrôle et signalement des anomalies

Les abus et les autres irrégularités – notamment sur le relevé du compte bancaire associé à la carte – doivent être immédiatement signalés à la banque lorsqu'ils sont constatés.

Une réclamation écrite, accompagnée de tous les documents en relation directe avec les transactions en question, devra en outre être remise à la banque dans un délai de 30 jours à compter de la date de remise du relevé de compte. Cette disposition s'applique indépendamment du fait que les relevés de compte soient remis au titulaire du compte ou à un tiers sur demande de ce dernier. À défaut, le relevé de compte en lien avec les transactions par carte sera considéré comme accepté. Si un formulaire de déclaration de dommages est remis au titulaire du compte ou à l'ayant droit à la carte, ce dernier est tenu de le renvoyer complété et signé à la banque dans les dix jours suivant sa réception. L'ayant droit à la carte ou le titulaire du compte est tenu, en cas d'abus, de prendre toutes les mesures nécessaires pour clarifier et réduire le dommage. Il doit pour ce faire veiller à respecter les instructions de la banque ou du tiers auquel celle-ci a fait appel. La banque peut exiger le dépôt d'une plainte auprès de la police ou de l'autorité de poursuite pénale responsable, ainsi qu'une copie ou une confirmation de la plainte. Le titulaire du compte et les autres ayants droit de cartes répondent auprès de la banque des coûts qui pourraient survenir à la suite de réclamations, en toute connaissance de cause ou frauduleusement.

4. Signalement des modifications

Toute modification des données concernant l'ayant droit à la carte (notamment les changements de nom, d'adresse et de compte, ainsi que les changements d'ayants droit économiques ou variations des revenus) doit être immédiatement signalée par écrit à la banque. Les signalements de la banque envoyés à la dernière adresse connue d'elle sont réputés avoir été notifiés valablement. La banque se réserve le droit d'imputer au titulaire du compte les coûts résultant de la recherche d'adresse.

5. Prestations récurrentes

Les prestations récurrentes réglées au moyen de la carte (par ex. les abonnements à des journaux, les droits d'adhésion et les services en ligne) doivent être résiliées directement auprès des points d'acceptation si le titulaire souhaite y renoncer. En cas de résiliation du contrat relatif à la carte, l'ayant droit à la carte est tenu de modifier lui-même ou de redéfinir les modalités de paiement auprès du point d'acceptation ou de résilier la relation contractuelle correspondante.

6. Opérations de paiement sur internet

Si le point d'acceptation propose une méthode de paiement sécurisée (par ex. 3-D Secure), l'ayant droit à la carte est tenu de faire effectuer son paiement via cette méthode de paiement sécurisée et de respecter les dispositions supplémentaires pour l'utilisation de services en ligne.

IV. Responsabilité

1. Prise en charge des dommages en cas de respect des conditions / non-responsabilité

Si l'ayant droit à la carte a respecté toutes les dispositions des présentes «conditions» (notamment ses obligations de diligence) et qu'aucune faute ne lui est imputable, la banque prend en charge les dommages subis par le titulaire du compte à la suite d'une utilisation abusive de la carte par un tiers. Sont également compris les dommages causés par des falsifications ou contrefaçons de la carte. Par l'acceptation de l'indemnité, le titulaire du compte cède à la banque ses prétentions découlant du sinistre. Les ayants droit à la carte doivent contribuer en toute bonne foi à renseigner sur un des éventuels dommages et à les prévenir. Il convient, à cet égard, de suivre les instructions de la banque.

Les ayants droit à la carte, leurs conjoints/partenaires enregistrés/partenaires de vie, les membres directs de leur famille (notamment leurs enfants et leurs parents) ou toute autre personne proche, mandataire et/ou personne vivant au sein du même foyer ne doivent pas être considérés comme des tiers. Les dommages devant être couverts par une assurance, ainsi que les éventuels dommages indirects ne sont pas pris en charge. S'il s'avère qu'une réclamation n'est pas justifiée, le titulaire du compte autorise la banque à débiter à nouveau les montants crédités du compte figurant sur la carte dans le cadre d'un dédommagement.

2. En cas de non-respect des obligations de diligence

Les ayants droit de cartes qui n'ont pas satisfait à leurs obligations de diligence répondent sans réserve de tous les dommages résultant de l'utilisation abusive de la carte, et ce, jusqu'à ce que son éventuel blocage prenne effet. Le titulaire du compte est responsable solidairement avec l'ayant droit à la carte concerné.

3. Pour les transactions conclues au moyen de la carte

La banque rejette toute responsabilité pour les transactions conclues au moyen de la carte. Les réclamations concernant des produits ou des services achetés, ainsi que les autres différends et prétentions résultant des transactions juridiques correspondantes, notamment, doivent être réglés directement avec le point d'acceptation concerné. Le droit de débit de la banque demeure illimité.



4. En cas de non-acceptation de la carte

La banque n'assume aucune responsabilité pour le fait qu'un point d'acceptation refuse, pour quelque raison que ce soit, la carte ainsi que dans le cas où la carte ne peut être utilisée comme moyen de paiement ou de retrait à la suite d'un défaut technique ou pour d'autres raisons. Ce principe est également applicable si l'utilisation de la carte à un automate n'est pas possible ou si la carte est endommagée ou rendue inutilisable par un automate.

5. En cas d'utilisation de la carte avec le code NIP ou d'autres moyens de validation

Toute utilisation autorisée de la carte par saisie du code NIP correspondant ou d'autres moyens de validation est considérée comme effectuée par l'ayant droit à la carte et engage ce dernier de façon contraignante pour les achats, transactions et autres opérations réalisées et pour les débits de la carte en résultant. La banque est par conséquent en droit d'imputer sur le compte les transactions ainsi effectuées et enregistrées par voie électronique. Le risque d'utilisation abusive de la carte avec le code NIP correspondant ou d'autres moyens de validation est en principe à la charge du titulaire du compte.

En cas d'attaques par des tiers prouvées illégales sur les installations d'opérateurs de réseaux et/ou de télécommunications ou sur l'infrastructure utilisée par l'ayant droit à la carte pour le paiement (par ex. terminaux EFT/POS), la banque prend en charge les débits résultant d'utilisations abusives de la carte signalées à temps, pour autant que l'ayant droit à la carte ait satisfait à toutes ses obligations de diligence et qu'aucune autre faute ne puisse lui être reprochée.

6. À la suite de la cessation de la relation contractuelle ou d'une demande de restitution ou restitution spontanée de la carte

Le droit d'utiliser la carte, notamment pour les commandes par téléphone, par correspondance ou par internet, s'éteint dans tous les cas à la suite de la cessation de la relation contractuelle ou d'une demande de restitution ou d'une restitution spontanée de la carte. La banque décline toute responsabilité quant aux dommages causés par l'ayant droit à la carte en raison d'une utilisation de la carte ultérieure à la cessation de la relation contractuelle ou à une demande de restitution ou à une restitution spontanée de la carte. Le titulaire du compte est entièrement responsable des dommages qui en résultent. Toute utilisation illégale de la carte peut entraîner des poursuites civiles et/ou pénales.

V. Frais (y compris commissions, intérêts et coûts)

1. Frais

La banque peut appliquer des frais à la carte. Sauf dispositions contraires, ceux-ci sont débités à l'avance et il n'existe aucun droit au remboursement, notamment en

cas de blocage, de résiliation de la relation contractuelle ainsi que de demande de récupération ou de restitution de la carte. L'utilisation de la carte et/ou la relation contractuelle peuvent entraîner d'autres frais, commissions, intérêts et coûts. Mis à part les coûts exceptionnels occasionnés de manière fautive par l'ayant droit à la carte, leur montant est notifié au titulaire du compte sous une forme appropriée et peut être demandé à tout moment à la banque ou consulté sur www.bkb.ch.

2. Transactions en monnaie étrangère

En cas de transactions dans une autre devise que celle de la carte (monnaie étrangère), le titulaire du compte accepte la facturation de frais de traitement par la banque. Leur montant se base sur l'aperçu des frais en vigueur. La conversion de la monnaie étrangère dans la monnaie de la carte ou du compte s'effectue sur la base d'un taux de change défini par la banque.

3. Transactions en francs suisses à l'étranger

Si la carte en francs suisses est utilisée dans des points d'acceptation étrangers pour un paiement en francs suisses, la banque peut facturer des frais de traitement. Leur montant est indiqué dans l'aperçu des frais en vigueur.

VI. Conditions supplémentaires pour l'utilisation de services en ligne

La banque peut mettre à disposition de l'ayant droit à la carte différents services accessibles par internet, l'application ou E-Banking (ci-après dénommés «services en ligne»), notamment l'affichage des transactions effectuées ainsi que le contrôle et la confirmation des paiements sur internet, par ex. avec 3-D Secure dans une application. Pour accéder aux services en ligne, l'ayant droit à la carte doit se connecter avec les moyens de vérification ad hoc. Outre les présentes conditions, l'ayant droit à la carte est également tenu d'accepter les conditions ou dispositions spécifiques en la matière portées à sa connaissance lors de l'inscription ou de l'enregistrement au service en ligne concerné.

VII. Traitement des données, transmissions de données et délégation à des tiers

1. Traitement des données par la banque

En qualité de responsable, la banque traite les données de l'ayant droit à la carte pour la justification et l'exécution de la relation contractuelle relative à la carte. Le titulaire du compte est tenu d'informer les tiers dont les données sont traitées par la banque à sa demande.

2. Transmission et traitement des données

Le titulaire du compte ou l'ayant droit à la carte accepte que la banque fasse appel à des tiers, à savoir un processeur pour l'exécution et le traitement des transactions par carte, pour fournir ses prestations. Il consent notamment à



ce que les tiers mandatés par la banque pour l'exécution des opérations par carte ainsi que les sous-traitants auxquels elle fait appel (par ex. pour la fabrication des cartes) aient accès à ses données dans la mesure où cela est nécessaire à la fourniture du service ou à la bonne exécution des tâches concernées.

L'opposition à la transmission de données et au traitement décrit ci-dessus n'est possible que par la résiliation du contrat relatif à la carte.

Le titulaire du compte ou chaque ayant droit de carte prend acte du fait que les données relatives aux transactions peuvent permettre à autrui de se faire une idée de sa personne (domicile, lieu de travail, état de santé, situation financière, loisirs, vie sociale, etc.).

3. Traitement des données à des fins de services, d'études de marché et de marketing, ainsi que pour la lutte contre l'utilisation frauduleuse de cartes

La banque peut traiter les données de tout ayant droit de carte dans le cadre du service à la clientèle, notamment pour assurer une prise en charge efficace des clients et pour établir des évaluations à destination des ayants droit de cartes ou titulaires de compte, et les leur présenter. En outre, la banque est notamment autorisée aussi à établir et à évaluer des profils de clientèle, de consommation et de préférences, pour analyser et anticiper les intérêts et le comportement des ayants droit à la carte («profiling»), mettre au point des produits et des services en lien avec les cartes de débit, proposer auxdits ayants droit les produits et services correspondants, leur faire parvenir des informations à ce sujet, également dans le but d'identifier en amont les utilisations frauduleuses de cartes. Dans ce contexte, elle peut enrichir ces données avec des informations en sa possession au sujet de l'ayant droit à la carte. Elle peut également faire appel à des personnes pour lui venir en aide aux fins susmentionnées et leur rendre les données accessibles.

4. Divulgence de données pour des motifs légaux ou réglementaires

Le titulaire du compte et chaque ayant droit à la carte reconnaissent que les données relatives aux contrats et aux transactions peuvent être divulguées par la banque pour répondre aux obligations d'information légales ou réglementaires, ainsi que pour préserver des intérêts légitimes (par ex. dans le cadre d'une procédure de recouvrement). Il reconnaît également que la banque est susceptible d'envoyer au titulaire du compte ou à l'ayant droit à la carte des mises en garde contre les fraudes au numéro de téléphone portable communiqué par celui-ci et que ces communications sont susceptibles de divulguer la relation bancaire ainsi que les informations en lien avec celle-ci.

5. Autorisation pour l'obtention/la transmission d'informations et de documents

Indépendamment des collectes de données autorisées par la loi, la banque est dans tous les cas habilitée à se procurer les informations nécessaires à la vérification des indications fournies par l'ayant droit à la carte, au traitement de la demande de carte, à l'émission de la carte et à l'exécution du contrat auprès de tiers, en particulier auprès de tiers auquel la banque a fait appel pour le traitement des transactions par carte et auprès d'organismes de crédit. La banque est autorisée à collecter d'autres informations auprès de tiers, notamment auprès de la centrale d'information sur le crédit (ZEK), des autorités (par ex. offices des poursuites et administrations fiscales, services de contrôle des habitants), auprès des employeurs et d'autres organismes d'information prévus par la loi ou ad hoc (par ex. le centre de renseignements sur le crédit à la consommation, IKO). Elle peut également prévenir la ZEK en cas de blocage de la carte, de retard qualifié dans le paiement, d'utilisation frauduleuse de la carte par le titulaire ou dans des cas comparables, ainsi que les instances responsables dans les cas prévus par la loi. La ZEK et l'IKO sont expressément autorisés à rendre ces données accessibles à leurs membres. Le titulaire du compte ou l'ayant droit à la carte autorise la banque à transmettre aux tiers qu'elle sollicite pour l'exécution des opérations par carte, à leur demande, l'ensemble des informations et documents dont ils ont besoin pour répondre à leurs obligations conformément aux dispositions applicables ou futures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cela comprend en particulier tous les documents et informations nécessaires à l'identification du titulaire ou à la détermination de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales écoulées via les cartes ainsi qu'à l'exécution des recherches supplémentaires prescrites par la loi dans ce contexte. À cet égard, le titulaire du compte ou l'ayant droit à la carte décharge la banque du secret bancaire vis-à-vis des tiers auxquels elle fait appel. La banque est en droit de communiquer aux tiers auxquels elle fait appel dans le contexte décrit ci-dessus les modifications des données concernant les clients.

6. Traitement des données à des fins d'évaluation des risques par la banque

La banque et les tiers auxquels elle fait appel sont autorisés à enregistrer, à traiter et à combiner les données en lien avec la relation contractuelle et l'utilisation de la carte de tous les ayants droit à la carte, pour calculer et évaluer les risques de crédit et de marché pertinents, ainsi que pour établir des profils de risque (objectifs d'évaluation des risques), et les enrichir à partir de sources externes, les utiliser et établir des profils sur cette base.



7. Recours à des tiers

La banque est habilitée à mandater des tiers en Suisse, au sein de l'UE ou de l'EEE et, dans certains cas, dans le monde entier pour l'exécution de tout ou partie des services découlant de la relation contractuelle, programmes de primes compris (par ex. vérification de la demande, fabrication de la carte, exécution du contrat, services en ligne, recouvrement, communication avec le client, éventuel calcul des risques liés au crédit), pour l'amélioration des modèles d'évaluation des risques utilisés lors de la détermination de la limite et de la lutte contre la fraude, ainsi que pour l'évaluation des données et l'envoi d'offres et d'informations selon les points VII 2 et VII 3 ci-dessus. L'ayant droit à la carte autorise la banque à mettre à disposition de ces tiers, et à envoyer à l'étranger, les données nécessaires à l'exécution diligente des tâches qui leur ont été assignées. Une transmission de données n'a lieu que si leurs destinataires s'engagent à les garder confidentielles, à respecter une protection des données appropriée, et à veiller à ce que d'autres éventuelles parties contractantes respectent également de telles obligations. L'ayant droit à la carte accepte que même les données relatives aux transactions réalisées en Suisse soient transmises à la banque à travers les réseaux internationaux de cartes. Il convient de noter que le droit suisse (par ex. secret bancaire, protection des données) est limité au territoire suisse et que toutes les données qui transitent par l'étranger ne bénéficient pas de la protection du droit suisse, ni même, dans certaines circonstances, d'une protection équivalente.

8. La Visa Debit avec prestations de tiers ou avantages

Si la banque offre, en collaboration avec des fournisseurs de prestations tierces, des programmes Visa Debit spéciaux ou des programmes en lien des prestations supplémentaires spéciales, comme les prestations d'assurance (conformément au point II 1.8), la banque peut mettre les données personnelles relatives à l'ayant droit à la carte éventuellement nécessaires à cet effet (comme le nom, la date de naissance, l'adresse, l'adresse e-mail, le numéro de téléphone, la fin de formation) à disposition du fournisseur de prestations tierces. Sur cette base, le fournisseur de prestations tierces est en droit de contacter directement l'ayant droit à la carte. Ce faisant, l'ayant droit à la carte décharge la banque du secret bancaire et consent à la transmission des données. La banque n'est en aucun cas responsable des transactions éventuellement conclues par l'ayant droit à la carte avec le fournisseur de prestations tierces. Si les conditions d'utilisation de la Visa Debit ne sont plus remplies, la banque est en droit de le notifier au fournisseur et éventuellement de réclamer la restitution de la Visa Debit concernée.

9. Déclaration de protection des données de la banque

La Déclaration de protection des données de la banque s'applique en complément des présentes conditions. Elle peut être consultée sur www.bkb.ch.

VIII. Communication, sécurité des voies de communication électroniques

L'ayant droit à la carte et la banque peuvent se servir de moyens de communication électroniques (par ex. application, e-mails, SMS, internet) lorsque cela est prévu par la banque. En contactant la banque par e-mail ou en lui donnant son adresse e-mail, l'ayant droit à la carte consent à ce que celle-ci le contacte par e-mail. L'ayant droit à la carte prend acte du fait qu'en raison de la configuration ouverte d'internet ou d'autres moyens de communication (par ex. réseau de téléphonie mobile), et malgré toutes les mesures de sécurité prises par la banque, il est possible que des tiers se ménagent un accès illicite à la communication entre l'ayant droit à la carte et la banque. Afin de limiter ce risque au minimum, l'ayant droit à la carte exploite toutes les possibilités à sa disposition pour protéger les appareils terminaux (par ex. ordinateur, téléphone portable) qu'il utilise, en particulier par l'installation et la mise à jour régulière de programmes de sécurité internet et de protection contre les virus, ainsi que par la mise à jour des systèmes d'exploitation et navigateurs internet utilisés. L'ayant droit à la carte porte la responsabilité des conséquences d'une éventuelle interception de données par des tiers. La banque se réserve le droit de subordonner l'utilisation de moyens de communication électroniques à la conclusion d'accords supplémentaires, en particulier pour la modification des données relatives au contrat et pour les services en ligne.

Version août 2021

Dispositions de la Basler Kantonalbank relatives à l'utilisation de one

I. Généralités	18
1. Dispositions générales relatives à l'utilisation de one	18
2. Utilisation de one	19
3. Risques, exclusion de garanties et obligations générales de diligence et de déclaration	20
4. Responsabilité	21
II. Dispositions spécifiques	22
1. 3-D Secure	22
2. Mobile Payment	22
III. Déclaration de protection des données de one	24
1. Traitement des données personnelles	24

I. Généralités

1. Dispositions générales relatives à l'utilisation de one

1.1 Dispositions relatives à l'utilisation de one et d'autres documents

Les présentes dispositions s'appliquent aux services en ligne (ci-après dénommés «services») baptisés «one» et fournis par la Basler Kantonalbank (ci-après dénommée «banque») au titulaire (ci-après dénommé «ayant droit à la carte») d'une carte principale ou supplémentaire délivrée par la Basler Kantonalbank ou une Business Card de la banque, ci-après dénommé(s) «carte» ou «cartes». One est exploité par Visa Payment Services SA, ci-après dénommé «processeur». La banque fait appel au processeur pour exécuter des tâches relatives aux opérations par carte. Les présentes dispositions peuvent évoquer des cartes ou des fonctionnalités qui ne sont pas proposés par la banque, que ce soit de façon définitive ou temporaire, ou qui ne le seront qu'à l'avenir. Une simple évocation ne donne lieu à aucun droit à la mise à disposition des services correspondants pour le client ou l'ayant droit à la carte.

One est disponible sur le site Internet one («site Internet») et sur l'application one («app»).

Il convient de respecter les autres informations relatives à one – notamment celles qui concernent le traitement et la sécurité des données – disponibles dans les dispositions relatives à la protection des données visées au point III ci-dessous et dans les dispositions d'utilisation de One Digital Services du processeur («dispositions d'utilisation one»). La déclaration de protection des données de la banque disponible sur www.bkb.ch s'applique également.

Les présentes dispositions s'appliquent en outre aux autres conditions ou dispositions relatives à l'utilisation de cartes de la banque. En cas de clauses différentes, les présentes dispositions priment les autres. La banque se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes dispositions. Les modifications sont communiquées à l'ayant droit à la carte de façon appropriée.

1.2 Contenu de one et développement

One comprend les services de la banque fournis par le processeur pour le compte de la banque. L'utilisation de one nécessite un enregistrement. Les nouveaux services proposés sont mis à disposition de l'ayant droit à la carte enregistré par le biais des actualisations (updates). La banque informe ensuite de façon appropriée l'ayant droit à la carte des développements

et, le cas échéant, des modifications des présentes dispositions qui en résultent.

1.3 Fonctions de one

One peut inclure, actuellement ou à l'avenir, les fonctionnalités suivantes:

- un compte utilisateur destiné à l'administration des données personnelles;
- la vérification et la confirmation de paiements, par ex. via 3-D Secure dans l'application ou par la saisie d'un code SMS (voir point II 1);
- la vérification et la confirmation de certaines actions (par ex. login, contacts avec la banque) dans l'application ou par la saisie d'un code SMS;
- l'activation de cartes pour utiliser les possibilités de paiement;
- l'échange de messages et de déclarations entre l'ayant droit à la carte et la banque (dont les messages relatifs aux modifications des présentes dispositions), sous réserve d'une autre forme convenue pour l'échange de messages et de déclarations;
- une vue d'ensemble des transactions ou des cartes et un affichage électronique des factures;
- un aperçu du compte des programmes de bonus et la possibilité d'utiliser les points;
- des informations liées à l'utilisation de la carte (actuellement services SMS).

2. Utilisation de one

2.1 Droits d'utilisation

L'ayant droit à la carte est autorisé à utiliser one dans les conditions suivantes:

- il est en mesure d'appliquer les présentes dispositions et les exigences correspondantes, et
- il est autorisé à utiliser l'une des cartes émises par la banque en qualité de titulaire d'une carte principale ou supplémentaire ou d'une Business Card de la banque.

2.2 Consentements dans le cadre de l'enregistrement et du développement de one

En utilisant one, l'ayant droit à la carte donne à la banque son consentement explicite dans les cas de figures suivants:

- Consentement au traitement des données collectées dans le cadre de l'utilisation de one. Cela inclut notamment aussi le consentement à leur mise en relation avec les données déjà en possession de la banque et à la création de profils, à des fins de gestion des risques et de marketing de la banque ou du processeur et de tiers, conformément à la déclaration de protection des données de one;

- Consentement à la réception de messages et d'informations au sujet des produits et services de la banque et de tiers à des fins de marketing (publicité). Ces informations peuvent être mises à disposition de la banque par e-mail, directement via l'application ou sur le site Internet;
- Consentement à l'utilisation de l'adresse e-mail fournie lors de l'enregistrement, ainsi que du site Internet et de l'application pour les échanges électroniques avec la banque (par ex. notification de changement d'adresse, communication de la modification des dispositions ou messages liés à la lutte contre l'utilisation frauduleuse des cartes);
- Le consentement à la réception de messages au sujet des produits et services et/ou au traitement des données à des fins de marketing peut être révoqué à tout moment par notification à la banque, avec effet pour l'avenir. La déclaration de protection des données de la banque s'applique aux coordonnées correspondantes.

2.3 Refus de consentement dans le cadre du développement de one

Si l'ayant droit à la carte refuse de donner son consentement aux dispositions dans le cadre du développement de one (par ex. lors des mises à jour), il est possible qu'il ne puisse pas ou plus avoir recours à l'application, au site Internet ou à certains services.

2.4 Effet des confirmations

Toute confirmation effectuée via l'application ou la saisie d'un code SMS est considérée comme une action de l'ayant droit à la carte. L'ayant droit à la carte est en droit d'apporter la preuve du contraire. L'ayant droit à la carte s'engage à répondre des débits résultant des confirmations imputées sur sa carte et autorise la banque à exécuter les ordres et à effectuer les actions correspondantes.

2.5 Disponibilité/blocage/modifications

La banque peut interrompre, restreindre, adapter ou compléter par d'autres prestations la possibilité d'utilisation de one, entièrement ou en partie. La banque est notamment en droit de bloquer temporairement ou définitivement l'accès de l'ayant droit à la carte à one (par ex. en cas de suspicion de fraude).

2.6 Droits de propriété intellectuelle et licence

Tous les droits (notamment les droits de propriété intellectuelle et les droits de marque) relatifs aux logiciels, aux textes, aux images, aux vidéos, aux noms, aux logos et à d'autres données ou informations accessibles via one ou accessibles au fil du temps appartiennent exclusivement à la banque ou aux partenaires et tiers correspondants (par ex. proces-



neur, Visa, Mastercard®), sauf clause contraire spécifiée dans les présentes dispositions. Les noms et les logos visibles sur one sont des marques protégées.

La banque octroie à l'ayant droit à la carte une licence non exclusive, non cessible, illimitée, révocable et gratuite pour l'utilisation de l'application, lui permettant de télécharger cette dernière, de l'installer sur un appareil de l'ayant droit à la carte et de l'utiliser dans le cadre des fonctions prévues.

L'utilisation du site Internet et des canaux électroniques est en outre régie par les dispositions correspondantes sur le site Internet de la banque.

3. Risques, exclusion de garanties et obligations de diligence et de déclaration

3.1 Risques lors de l'utilisation de one

L'ayant droit à la carte prend connaissance des risques liés à l'utilisation de one et les accepte.

Il est notamment possible que les appareils ou les données personnelles de l'ayant droit à la carte liés à l'utilisation des cartes, du nom d'utilisateur et du mot de passe one fassent l'objet d'abus. L'ayant droit à la carte s'expose ainsi à l'éventualité de dommages financiers (par débit de sa carte) et personnels (par utilisation frauduleuse de ses données personnelles). Il existe en outre le risque que one ou l'un des services proposés sur one ne puisse pas être utilisé (par ex. lorsque l'identification sur one n'est pas possible).

Les abus sont notamment rendus possibles ou favorisés par les facteurs suivants:

- le non-respect des obligations de diligence ou de déclaration par l'ayant droit à la carte (par ex. par une utilisation imprudente du nom d'utilisateur / mot de passe ou en ne signalant pas une perte de carte);
- le paramétrage choisi par l'ayant droit à la carte ou le manque d'entretien des appareils et systèmes destinés à l'utilisation de one (par ex. ordinateur, téléphone portable, tablette, etc.), par ex. absence de verrouillage de l'écran, pare-feu inexistant ou insuffisant, protection antivirus insuffisante ou versions de logiciels obsolètes;
- l'accès de tiers ou erreurs lors de la transmission de données par Internet (par ex. hacking, phishing ou perte de données);
- les confirmations erronées dans l'application ou lors de la saisie d'un code SMS (par ex. en l'absence de contrôle d'une demande de confirmation);
- des paramètres de sécurité faibles choisis par l'ayant droit à la carte – notamment pour l'application (par ex. enregistrement du login).

Si l'ayant droit à la carte respecte les obligations de diligence et de déclaration dans le cadre de son utilisation des appareils et du mot de passe, ainsi que son obligation de contrôle des demandes de confirmation, il peut réduire le risque d'abus.

La banque n'assure et ne garantit en aucun cas que le site Internet et l'application soient accessibles durablement, fonctionnent parfaitement ou que les abus puissent être identifiés et évités de façon sûre.

3.2 Obligations de diligence générales de l'ayant droit à la carte

3.2.1 Obligations de diligence générales liées à l'utilisation d'appareils et de systèmes, notamment des appareils mobiles

Pour l'authentification, one recourt notamment aux appareils mobiles (par ex. téléphone portable, tablette, ci-après dénommés «appareil mobile») de l'ayant droit à la carte. La préservation de ces appareils mobiles à tout moment est par conséquent un facteur de sécurité essentiel. L'ayant droit à la carte doit manipuler avec précaution les appareils mobiles et assurer leur protection appropriée.

Pour ce qui a trait aux appareils et systèmes utilisés, notamment les appareils mobiles, l'ayant droit à la carte doit notamment respecter les obligations de diligence générales suivantes:

- le verrouillage de l'écran doit être activé pour les appareils mobiles et des mesures de sécurité supplémentaires doivent être mises en place pour éviter le déverrouillage par des personnes non autorisées;
- les appareils mobiles doivent être conservés en lieu sûr, protégés de tout accès par des tiers et ne doivent pas être prêtés à des tiers pour une utilisation durable ou sans surveillance;
- les logiciels doivent être régulièrement actualisés (par ex. systèmes d'exploitation et navigateurs Internet);
- les intrusions dans les systèmes d'exploitation (par ex. «jailbreaking» ou «rooting») ne sont pas souhaitables;
- des programmes de protection contre les virus et de sécurité Internet doivent être installés sur l'ordinateur portable ou de bureau et régulièrement actualisés;
- l'application doit être téléchargée uniquement depuis les stores officiels (par ex. Apple Store et Google Play Store);
- les mises à jour (updates) de l'application doivent être installées sans tarder;
- en cas de perte d'un appareil mobile, il convient de tout mettre en œuvre pour empêcher l'accès de personnes non autorisées aux données transmises par la banque à l'appareil mobile (par ex. par verrouil-



lage de la carte SIM, verrouillage de l'appareil, suppression des données en utilisant par ex. la fonction «Localiser mon iPhone» ou «Gestionnaire d'appareils Android», réinitialisation ou demande de réinitialisation du compte utilisateur). La perte doit être notifiée à la banque (voir point I 3.3);

- l'application doit être supprimée avant toute vente ou tout prêt longue durée de l'appareil mobile à des tiers.

3.2.2 Obligations de diligence générales liées au mot de passe

Outre la possession de l'appareil mobile, le nom d'utilisateur et le mot de passe sont des facteurs d'authentification de l'ayant droit à la carte. Pour ce qui a trait au mot de passe, l'ayant droit à la carte doit notamment respecter les obligations de diligences générales suivantes:

- l'ayant droit à la carte doit définir un mot de passe qu'il n'utilise pas déjà pour d'autres services et qui n'est pas composé de combinaisons faciles à deviner (par ex. numéro de téléphone, date de naissance, plaque d'immatriculation, nom de l'ayant droit à la carte ou de l'un de ses proches, suite de chiffres ou de lettres répétés ou se suivant directement, tels que de «123456» ou «aabbcc»);
- le mot de passe doit être tenu secret. Il ne doit pas être communiqué ou rendu accessible à des tiers. L'ayant droit à la carte prend note du fait que la banque n'exigera jamais qu'il lui communique son mot de passe;
- le mot de passe ne doit pas être noté ni enregistré de façon non sécurisée;
- l'ayant droit à la carte doit modifier le mot de passe ou réinitialiser le compte utilisateur (par lui-même ou par la banque) lorsqu'il soupçonne que des tiers sont entrés en possession de son mot de passe ou d'autres données;
- la saisie du mot de passe doit être effectuée uniquement à l'abri du regard de tiers.

3.2.3 Obligations de diligence liées aux demandes de confirmation

Les confirmations constituent un engagement obligatoire pour l'ayant droit de la carte. Pour ce qui a trait aux confirmations dans l'application ou par la saisie d'un code SMS, l'ayant droit à la carte doit par conséquent respecter les obligations générales de diligence suivantes:

- l'ayant droit à la carte ne peut procéder à une confirmation que si la demande correspondante est directement liée à une action ou à une opération spécifique (par ex. paiement, login, contact avec la banque) de l'ayant droit à la carte;

- l'ayant droit à la carte doit vérifier avant la confirmation si l'objet de la demande de confirmation correspond à l'opération concernée. Il convient notamment de vérifier les détails de paiement indiqués lors des demandes de confirmation avec 3-D Secure.

3.3 Obligations de déclaration de l'ayant droit à la carte

Les événements suivants doivent être immédiatement notifiés à la banque:

- perte d'un appareil mobile;
- demandes de confirmation sans lien avec un paiement en ligne, un login par l'ayant droit à la carte, un contact avec la banque ou toute opération similaire (soupçon d'abus);
- tout autre élément laissant soupçonner que la demande de confirmation dans l'application ou via le code SMS ne provient pas de la banque;
- soupçon d'utilisation abusive du nom d'utilisateur, du mot de passe, des appareils mobiles, du site Internet, de l'application, etc. ou soupçon d'entrée en possession de ces derniers par des tiers non autorisés;
- modification du numéro de téléphone et des autres données personnelles pertinentes;
- changement d'appareil mobile utilisé pour one (dans ce cas, l'application doit être à nouveau enregistrée).

4. Responsabilité

4.1 Responsabilité en cas de dommages en général

Sous réserve du point I 4.2, la banque indemnise les dommages qui ne sont pas couverts par une assurance dans les cas de figure suivants:

- lorsque ces dommages sont survenus à la suite d'intrusions manifestement illégales dans les installations des opérateurs de réseaux et/ou de télécommunications ou dans les appareils et/ou les systèmes utilisés par l'ayant droit à la carte (par ex. ordinateurs, appareils mobiles et autres infrastructures informatiques) et
- lorsque l'ayant droit à la carte a respecté les obligations de diligence et de déclaration visées aux points I 3.2 et 3.3, notamment les obligations de contrôle des demandes de confirmation et l'obligation de vérification du décompte mensuel, ainsi que de contestation en temps utile des transactions abusives, lorsque l'ayant droit à la carte n'est en aucun cas coupable de la survenance des dommages;
- lorsque les dommages concernés résultent exclusivement du non-respect de la diligence usuelle de la banque.



La responsabilité pour tous dommages indirects ou consécutifs éventuels de l'ayant droit à la carte, de quelque nature que ce soit, est exclue par la banque, sous réserve de faute intentionnelle ou de négligence grave.

4.2 Exceptions

L'ayant droit à la carte assume le risque de dommage et la banque exclut toute responsabilité dans les cas suivants:

- lorsque les dommages concernés ne sont pas imputables à la banque selon les modalités visées au point I 4.1 (notamment en cas de non-respect des obligations de diligence et de déclaration par l'ayant droit à la carte), ou
- lorsque l'ayant droit à la carte, son conjoint, un membre direct de sa famille (notamment ses enfants et ses parents) ou toute autre personne proche de l'ayant droit à la carte, mandataire et/ou personnes vivant sous le même toit effectue une action (par ex. confirmation dans l'application ou par code SMS).

II. Dispositions spécifiques

1. 3-D Secure

1.1 Qu'est-ce que 3-D Secure?

3-D Secure est un protocole de paiement sécurisé sur Internet reconnu à l'international. Il est appelé «Verified by VISA» chez VISA et «SecureCode» chez Mastercard®. L'ayant droit à la carte est tenu d'utiliser ce protocole de paiement sécurisé lors des paiements, si celui-ci est proposé par le point d'acceptation (le commerçant).

1.2 Comment fonctionne 3-D Secure?

Les paiements effectués par 3-D Secure peuvent être confirmés (autorisés) de différentes manières:

- dans l'application ou
- par la saisie d'un code transmis par la banque à l'ayant droit à la carte par message (code SMS), dans la fenêtre correspondante du navigateur pendant la procédure de paiement. Toute utilisation de la carte autorisée avec 3-D Secure est considérée comme effectuée par l'ayant droit à la carte.

1.3 Activation de cartes pour 3-D Secure

3-D Secure est activé lors de l'enregistrement dans one, pour toutes les cartes au nom de l'ayant droit et liées à une relation commerciale enregistrée de l'ayant droit à la carte ou d'un tiers avec la banque.

1.4 Désactivation de cartes pour 3-D Secure

Pour des raisons de sécurité, 3-D Secure ne peut pas être désactivé après l'activation réussie.

2. Mobile Payment

2.1 Qu'est-ce que Mobile Payment?

Mobile Payment désigne des solutions pour l'utilisation de cartes via un appareil mobile.

Mobile Payment permet à l'ayant droit à la carte possédant un appareil mobile compatible d'utiliser les cartes autorisées via une application mobile de la banque (voir point II 2.7) ou d'un fournisseur tiers pour le paiement sans contact ainsi que pour le paiement sur les boutiques en ligne et les applications. Pour des raisons de sécurité, le numéro de carte est remplacé par un numéro (jeton numérique) différent, généré à chaque fois et faisant office de «carte virtuelle». Les cartes virtuelles peuvent être utilisées comme les cartes physiques via Mobile Payment. Lors du paiement avec une carte virtuelle, ce n'est pas le numéro de la carte, mais uniquement le numéro généré (jeton numérique) qui est transmis au commerçant.

2.2 Quels sont les appareils mobiles compatibles et quelles sont les cartes autorisées?

Les appareils mobiles compatibles sont par ex. les ordinateurs portables, les téléphones portables, les montres connectées, les fitness trackers, dans la mesure où ces derniers sont compatibles avec l'utilisation de cartes virtuelles et sont autorisés par la banque. La banque décide en outre des cartes autorisées en fonction des fournisseurs.

2.3 Activation et désactivation

Pour des raisons de sécurité, l'activation d'une carte nécessite que l'ayant droit à la carte accepte les conditions d'utilisation du fournisseur de Mobile Payment concerné et prenne connaissance des dispositions de ce dernier relatives à la protection des données. L'ayant droit à la carte est tenu d'indemniser la banque en cas de dommages survenant suite au non-respect de ces conditions / dispositions.

Les cartes virtuelles peuvent être utilisées via l'application par l'ayant droit sauf en cas de blocage ou de désactivation de la carte. Demeurent réservées les restrictions d'utilisation de la carte conformément aux conditions spécifiques applicables à certaines cartes. L'ayant droit à la carte peut mettre fin à tout moment à l'utilisation de Mobile Payment, en supprimant sa ou ses carte(s) virtuelle(s) auprès du fournisseur correspondant.

Les coûts liés à l'activation et à l'utilisation de cartes virtuelles (par ex. coûts résultant de l'utilisation de données mobiles à l'étranger) sont à la charge de l'ayant droit à la carte.



2.4 Utilisation de la carte virtuelle (autorisation)

L'utilisation d'une carte virtuelle correspond à une transaction par carte habituelle. Toute utilisation d'une carte virtuelle est considérée comme autorisée par l'ayant droit à la carte.

L'autorisation d'utilisation d'une carte virtuelle doit s'effectuer selon la procédure prévue par le prestataire ou par le commerçant (point d'acceptation), par ex. en saisissant le NIP de l'appareil ou en s'identifiant par empreinte digitale ou par reconnaissance faciale. L'ayant droit à la carte prend connaissance du fait que le risque d'utilisation de la carte par des personnes non autorisées s'accroît lorsque l'outil d'autorisation éventuellement requis en plus par le fournisseur ou le commerçant (NIP de l'appareil ou de la carte) est composé de combinaisons faciles à deviner. L'ayant droit à la carte est informé qu'aucune autorisation ne sera exigée par le fournisseur ou le commerçant, en deçà d'un certain montant fixé par celui-ci. Du reste, la responsabilité est régie par les clauses visées au point 4 des présentes dispositions.

2.5 Obligations de diligence particulières

L'ayant droit à la carte reconnaît et accepte que l'utilisation de Mobile Payment comporte des risques, malgré toutes les mesures de sécurité. Il est notamment possible que les cartes virtuelles et les données personnelles fassent l'objet d'utilisations abusives ou de consultations par des personnes non autorisées. L'ayant droit à la carte peut ainsi encourir des dommages financiers, par imputation frauduleuse d'une carte, ainsi que des dommages personnels par l'utilisation abusive de ses données personnelles.

L'ayant droit à la carte doit manipuler avec précaution les appareils et les cartes virtuelles utilisés et assurer leur protection. En plus des obligations de diligence visées par les différentes conditions d'utilisation de la carte applicables, et des obligations de diligence et de déclaration visée aux points I 3.2.1 et I 3.3 des présentes dispositions, l'ayant droit à la carte est tenu de respecter les obligations suivantes:

- les appareils utilisés doivent faire l'objet d'un usage adéquat et doivent être protégés d'un accès par des tiers;
- comme les cartes physiques, les cartes virtuelles sont personnelles et ne peuvent être cédées. Il est interdit de les transmettre à des tiers pour utilisation (par ex. en enregistrant les empreintes digitales ou en scannant le visage de tiers pour débloquent l'appareil utilisé);
- en cas de changement ou cession d'un appareil mobile (par ex. en cas de vente), chaque carte

virtuelle doit être supprimée dans l'application du fournisseur et dans l'appareil mobile;

- tout soupçon d'utilisation abusive d'une carte virtuelle ou d'un appareil mobile utilisé pour Mobile Payment doit être immédiatement notifié à la banque afin que la carte virtuelle correspondante puisse être bloquée.

2.6 Exclusion de garanties

Il n'est pas possible de faire valoir le droit à l'utilisation de Mobile Payment. La banque peut interrompre l'utilisation ou y mettre fin à tout moment, notamment pour des raisons de sécurité, en cas de modification de l'offre Mobile Payment ou de restriction des cartes autorisées ou des appareils compatibles. En outre, la banque ne peut être tenue responsable des actions et des offres du fournisseur ou d'autres tiers, comme les fournisseurs de services Internet et de téléphonie.

2.7 Utilisation de la carte par l'application one

L'ayant droit à la carte qui dispose d'un appareil compatible peut activer sa ou ses carte(s) dans l'application one et l'(les) utiliser ainsi comme carte(s) virtuelle(s). Pour garantir la sécurité lors de Mobile Payment, l'ayant droit à la carte doit définir un code secret au moment de l'activation. La banque peut en tout temps procéder à la modification de ce service. Pour le reste s'appliquent les présentes dispositions relatives à Mobile Payment, notamment les obligations de diligence particulières visées au point II 2.5.

2.8 Protection des données lors de Mobile Payment

Le fournisseur tiers et la banque sont responsables indépendamment du traitement des données personnelles qu'ils effectuent. L'ayant droit à la carte reconnaît que ses données personnelles sont collectées par le fournisseur tiers dans le cadre de l'offre et de l'utilisation de Mobile Payment (notamment les données relatives à l'ayant droit à la carte, ainsi qu'aux cartes activées et aux données de transaction liées à l'utilisation de cartes virtuelles) et qu'elles sont stockées et traitées en Suisse ou à l'étranger. Le traitement des données personnelles par le fournisseur tiers dans le cadre de Mobile Payment et de l'utilisation des offres et des prestations du fournisseur tiers, y compris de ses appareils et de ses logiciels, est régi par ses conditions en matière d'utilisation et de protection des données. Par conséquent, l'ayant droit à la carte confirme par chaque activation d'une carte qu'il a lu et compris les dispositions relatives à la protection des données du fournisseur tiers concerné, et qu'il consent expressément au traitement des données correspondant du fournisseur tiers. S'il s'oppose à ce traitement, il en va de la responsabilité de l'ayant droit à la carte de renoncer à l'activation



d'une carte ou de s'opposer au traitement auprès du fournisseur tiers. Pour ce qui relève du traitement des données personnelles par la banque et le processeur, ce sont les dispositions relatives à la protection des données visées au point III ci-après, la déclaration de protection des données de la banque et les dispositions d'utilisation one qui s'appliquent.

III. Déclaration de protection des données de one

Les dispositions suivantes relatives à la protection des données livrent des informations sur la façon dont la banque traite les données personnelles (ci-après dénommées «données») en qualité de responsable. Le traitement inclut toute manipulation des données personnelles, notamment la collecte, l'enregistrement, l'utilisation, la communication ou la suppression de données. Pour toute information relative à la protection et au traitement des données, il convient de se reporter aux coordonnées indiquées dans la déclaration de protection des données de la banque.

Lors de l'enregistrement pour one, les ayants droit à des cartes déclarent accepter expressément le traitement de données mentionné dans cette déclaration de protection des données. Des informations relatives à d'autres types de traitement dans le cadre du contrat lié à la carte sont disponibles dans les conditions d'utilisation de la carte concernée, ainsi que dans les conditions générales et particulières d'utilisation de one. Il convient en outre de se référer aux déclarations de protection des données globales de Visa et de Mastercard®, ainsi qu'aux droits d'exécution de tiers bénéficiaires en la matière.

1. Traitement des données personnelles

1.1 De quoi traite la déclaration de protection des données de one?

Le terme «one» désigne la mise à disposition de différents services en ligne liés à l'utilisation des cartes éditées (ci-après dénommés «one digital services»). La mise à disposition des services nécessite le traitement des données de l'ayant droit à la carte par la banque. La présente déclaration de protection des données livre aux ayants droit de cartes des informations sur le traitement des données lors de l'utilisation des services numériques one.

1.2 Comment les données sont-elles collectées?

1.2.1 Quelles données de l'ayant droit de la carte sont communiquées?

Lors de l'enregistrement pour les services numériques one, lors de l'inscription et lors de l'administration du compte d'utilisateur, il peut être demandé à l'ayant droit à la carte de fournir son adresse e-mail, sa date de naissance, son numéro de téléphone, son numéro de carte et son code d'activation.

1.2.2 Quelles sont les données automatiquement collectées?

- Données relatives à l'utilisation d'appareils mobiles de l'ayant droit à la carte, par ex. fabricant, type d'appareil, système d'exploitation avec numéro de version, identifiant d'appareil, adresse IP;
- Données relatives à l'utilisation d'un ordinateur et d'un navigateur, ainsi que pour l'accès à Internet, par ex. type d'appareil, système d'exploitation, adresse IP;
- Données relatives à l'utilisation du compte utilisateur, par ex. nombre de logins avec date et heure, modifications entreprises dans le compte utilisateur, acceptation des dispositions relatives à l'utilisation des services numériques one et de la déclaration de protection des données;
- Données relatives aux paramètres souhaités par l'ayant droit à la carte, par ex. enregistrement du nom d'utilisateur ou du login;
- Données relatives aux visites et aux comportements d'utilisation sur le site Internet;
- Données produites lors de l'utilisation de l'application, par ex. mises à jour ou informations de l'appareil relatives aux comportements d'utilisation, par ex. dans l'application ou par code SMS.

1.2.3 Quelles sont les informations collectées lors de l'enregistrement et de l'activation des services sur one?

- Informations relatives à l'ayant droit à la carte et à sa carte enregistrée pour one, qui sont sauvegardées dans le compte utilisateur;
- Informations utilisées par 3-D Secure pour les cartes enregistrées via une confirmation dans l'application ou la saisie d'un code SMS;
- Adresse de livraison et numéro de téléphone portable.

1.2.4 Quelles sont les informations collectées lors de l'utilisation de Mobile Payment?

- Informations relatives à l'utilisation de Mobile Payment, par ex. l'activation ou la désactivation de cartes et l'utilisation des cartes pour Mobile Payment;
- Informations relatives au montant de la transaction;
- Informations relatives à l'utilisation de la carte, à la date et à l'heure de la transaction, au type de vérification.

Lors de l'utilisation d'une solution Mobile Payment d'un fournisseur tiers, ce dernier peut également collecter et traiter les données personnelles de l'ayant droit à la carte. En fonction de l'offre concernée, il peut par ex. s'agir du nom, du numéro de carte et éventuellement des données relatives à la transaction. Il convient à ce propos de se référer aux dispositions relatives à l'utilisation et la protection des données du fournisseur tiers.



1.2.5 Quelles sont les informations collectées lors de l'utilisation de 3-D Secure?

- Informations relatives au commerçant, à la transaction et à son exécution, ainsi qu'à la confirmation de la transaction avec 3-D Secure;
- Informations liées aux appareils utilisés pour la transaction et la confirmation;
- Informations liées à l'accès à Internet ou au réseau mobile, par ex. l'adresse IP, le nom du fournisseur d'accès.

1.2.6 Quelles sont les données collectées lors de l'affichage de l'extrait de carte du site du commerçant?

- Données relatives au site du commerçant implanté en Suisse;
- Données relatives au site, telles que le nom du commerçant, la localité, le pays et le secteur;
- Recherches Google périodiques automatisées, afin de préciser le site du commerçant.

1.3 À quelles fins la banque traite-t-elle mes données?

1.3.1 Fourniture des services et exécution de la relation contractuelle relative à la carte

- Facilitation de l'enregistrement, de l'inscription et de l'utilisation des services numériques one par l'ayant droit à la carte;
- Établissement d'une connexion sécurisée entre les services numériques one et l'appareil mobile de l'ayant droit à la carte;
- Transmission des demandes de confirmation, par ex. pour confirmer les paiements en ligne via les services numériques one, par message push ou code SMS à l'ayant droit à la carte;
- Transmission à la banque des informations relatives aux confirmations effectuées;
- Authentification de l'ayant droit à la carte lors de l'exécution d'actions. L'application ou l'appareil mobile sont associés uniquement aux ayants droit de la carte lors de l'enregistrement sur one. La banque peut ainsi s'assurer que la confirmation a été effectuée dans l'application enregistrée ou avec l'appareil mobile enregistré;
- Communication avec l'ayant droit à la carte et transmission d'informations liées à la relation contractuelle relative à la carte ou à l'utilisation de la carte, telle que les informations sur les nouvelles factures, les avis de fraude ou les demandes dans le cadre des transactions inhabituelles via les services numériques one et l'appareil mobile;
- Réception de messages de l'ayant droit à la carte
- Affichage des transactions et des factures;
- Exécution de la relation contractuelle relative à la carte avec l'ayant droit et des transactions effectuées à l'aide de la carte. À ce sujet, il convient de se référer à la déclaration de protection des données de la

banque, ainsi qu'aux chiffres I et II des présentes dispositions d'utilisation.

1.3.2 Mobile Payment

- Pour la décision concernant l'autorisation de la carte liée à Mobile Payment;
- Pour l'activation, la désactivation et l'actualisation de cartes liées à Mobile Payment;
- Pour prévenir toute utilisation abusive des cartes enregistrées;
- Pour communiquer avec un éventuel fournisseur tiers d'une solution de Mobile Payment dans le cadre des présentes dispositions, ainsi que des conditions d'utilisation et de protection des données du fournisseur concerné, applicables dans la relation entre l'ayant droit à la carte et le fournisseur tiers.

1.3.3 Marketing

- Pour mettre en lien des données avec des informations déjà en possession de la banque (également issues de sources tierces);
- Pour établir des profils individuels de clientèle, de consommation et de préférence, qui permet à la banque de mettre au point des produits et des services pour les ayants droit de cartes et de les leur proposer;
- Pour transmettre à l'ayant droit à la carte des informations relatives à des produits et des services nouveaux ou existants de la banque ainsi que de tiers (matériel promotionnel);
- Pour le traitement par le fournisseur tiers dans le cadre de ses conditions d'utilisation et de protection des données.

1.3.4 Autres finalités du traitement

- Calcul des risques de crédit et de marché applicables;
- Amélioration de la sécurité lors de l'utilisation des services, par ex. en minimisant le risque de transactions frauduleuses ou d'utilisation abusive des appareils ou des moyens de validation, telles que le phishing ou le hacking;
- Justification des actions et rejet des prétentions envers la banque;
- Amélioration des prestations de la banque et des services numériques one;
- Respect des exigences juridiques et réglementaires;
- Traitement par le fournisseur tiers à ses propres fins dans le cadre de ses conditions d'utilisation et de protection des données.

1.4 Mes données sont-elles divulguées à d'autres destinataires?

1.4.1 Transmission à des tiers ou collecte de données par des tiers

Les tiers sont des personnes ou des entreprises qui



traitent les données à leurs propres fins. Aucun tiers, au sens visé ci-dessus, n'est un prestataire mandaté par la banque. Sous réserve des dispositions suivantes, la banque ne divulgue en principe, aux tiers et à leurs propres fins, aucune donnée – notamment relative aux transactions – liée aux cartes auxquelles s'appliquent les conditions générales de la banque ou les conditions spécifiques applicables aux cartes, sauf si l'ayant droit à la carte a consenti à sa divulgation ou s'il l'a lui-même exigée ou occasionnée. Plus particulièrement, la banque ne transmet pas les profils individuels de clientèle, de consommation et de préférences établis par ses soins sans le consentement spécifique et explicite de l'ayant droit à la carte.

1.4.2 Autres catégories de tiers auxquels sont divulguées les données

- Les données (également celles relatives aux transactions) d'un l'ayant droit de carte supplémentaire peuvent être divulguées à l'ayant droit à la carte principale;
- Les données des ayants droit de cartes d'entreprise (Business Cards, etc.) peuvent être divulguées à l'entreprise concernée;
- Sur décision administrative ou pour se conformer aux obligations légales, la banque divulgue ou transmet des données à des organismes publics, tels que les autorités pénales ou de surveillance.

1.4.3 Transmission des données des ayants droit à des tiers via l'utilisation de Mobile Payment

- Les données relatives à la carte et à la transaction nécessaires à l'exécution de celle-ci transitent par le serveur de l'organisme émetteur de la carte lors de la procédure de paiement. Des informations supplémentaires relatives au traitement des données, à la transmission de données et au recours à des tiers se trouvent dans les conditions d'utilisation des cartes, qui font l'objet d'un document à part;
- Lors de l'utilisation de Mobile Payment par le biais d'un fournisseur tiers, ce dernier collecte et traite des données conformément à ses propres conditions d'utilisation et de protection des données.

1.4.4 Transmission électronique de données

Les données des ayants droit à des cartes peuvent être transmises à des tiers (dans le pays ou à l'étranger) lors du recours à la transmission électronique de données, également sans intervention de la banque.

Les fabricants d'appareils ou de logiciels (par ex. Apple ou Google) peuvent notamment collecter des données personnelles lors de l'utilisation de l'application et/ou des appareils mobiles. Ils peuvent traiter et transmettre ces données conformément à leurs propres conditions d'utilisation et de protection des

données. Cela peut leur permettre d'en déduire qu'il existe une relation entre l'ayant droit à la carte et la banque. Les SMS sont soumis aux dispositions légales applicables en matière de surveillance des télécommunications et sont enregistrés sur le téléphone portable. Des tiers peuvent ainsi entrer en possession des informations correspondantes.

1.5 Comment les données de l'ayant droit à la carte sont-elles protégées?

L'échange d'informations entre la banque, le processeur et l'application et/ou les appareils mobiles de l'ayant droit à la carte (hormis l'envoi de SMS) s'effectue de façon cryptée. Cette communication avec l'ayant droit à la carte se déroule cependant sur les réseaux de communication publics. Ces données sont en principe visibles par des tiers, elles peuvent être perdues lors du transfert ou interceptées par des tiers non autorisés. Il subsiste par conséquent la possibilité que, lors de l'utilisation de one, des tiers parviennent à accéder à la communication avec l'ayant droit à la carte, malgré toutes les mesures de sécurité. Le recours à Internet peut en outre impliquer le transfert de données via des pays tiers qui n'offrent parfois pas le même niveau de protection des données que la Suisse, si l'ayant droit à la carte se trouve en Suisse.

La sécurité des données dépend également du comportement de l'ayant droit à la carte. L'ayant droit à la carte est par conséquent tenu d'utiliser toutes les possibilités à sa disposition pour protéger ses appareils et ses données. Les obligations de diligence et de déclaration minimum qu'il convient de respecter à cet effet sont définies au chiffre I. Des mesures appropriées améliorent la sécurité et diminuent les risques liés à l'utilisation de one.

1.6 Quels sont les droits des ayants droit des cartes concernant leurs données?

- Renseignement sur les informations relatives aux données personnelles et sur le traitement de ces données par traitement ces dernières;
- Rectification des données personnelles incorrectes ou incomplètes;
- Suppression de données personnelles;
- Limitation du traitement des données;
- Dépôt d'une réclamation contre le mode de traitement des données personnelles auprès des autorités compétentes;
- Refus ou retrait des consentements relatifs au traitement des données personnelles.

Les droits des ayants droit de cartes ne peuvent être garantis par la banque que dans le respect des exigences réglementaires. Ainsi, même en cas de révocation d'un consentement, le traitement des



données personnelles peut se poursuivre dans la mesure exigée par la loi.

1.7 Pendant combien de temps la banque conserve-t-elle les données?

La banque conserve les données aussi longtemps que cela est nécessaire pour les fins auxquelles elles ont été collectées. La banque conserve en outre les données personnelles parce que cela répond à un intérêt justifié, par ex. lorsque les données sont nécessaires pour faire valoir ou rejeter des droits, pour garantir la sécurité informatique ou à l'expiration des délais de prescription. Les données sont également conservées pour répondre aux obligations légales et réglementaires.

Version août 2021



Conditions d'utilisation de la carte Maestro BKB

I. Dispositions générales

1. Possibilités d'utilisation (fonctions)

La carte Maestro BKB (ci-après «la carte Maestro») peut remplir les fonctions suivantes:

- carte de retrait d'espèces en Suisse et à l'étranger (cf. chiffre II)
- carte de paiement pour le règlement de biens et de services en Suisse et à l'étranger (cf. chiffre II)
- carte de prestations de services complémentaires propres à la banque (cf. chiffre III)

2. Lieu d'utilisation

Par défaut, les cartes Maestro sont utilisables en Suisse et en Europe. Afin de pouvoir être utilisée en dehors de ces zones, une carte Maestro doit faire l'objet d'une activation correspondante par la banque. Cette activation est possible pour deux mois au plus. La carte revient ensuite automatiquement au paramètre par défaut. L'activation peut être prolongée pour des raisons motivées.

3. Compte bancaire

La carte Maestro est toujours établie en liaison avec un compte déterminé (ci-après «le compte») auprès de la banque émettrice (ci-après «la banque»).

4. Ayants droit à la carte*

Peuvent être ayants droit à la carte le titulaire du compte, un fondé de procuration ou une personne désignée par le titulaire du compte. La carte Maestro est établie au nom de l'ayant droit à la carte.

5. Propriété

La carte Maestro demeure la propriété de la banque.

6. Frais

La banque peut prélever au titulaire du compte des frais qui doivent être communiqués sous une forme appropriée, pour l'émission et l'autorisation de la carte Maestro ainsi que pour le traitement des transactions effectuées au moyen de la carte. Ces frais sont débités sur le compte pour lequel la carte Maestro est émise.

7. Devoirs de diligence de l'ayant droit à la carte

L'ayant droit à la carte assume en particulier les devoirs de diligence suivants:

a) Signature

Dès réception, la carte Maestro doit être signée par l'ayant droit à la carte, à l'endroit prévu à cet effet.

b) Conservation

La carte Maestro et le NIP doivent être conservés avec soin et séparément.

c) Confidentialité du NIP (numéro d'identification personnel)

Le NIP doit être gardé secret et ne peut en aucun cas être transmis à d'autres personnes par l'ayant droit à la carte. En particulier, le NIP ne doit pas être noté sur la carte Maestro ou conservé avec elle, même sous une forme modifiée. Lors de la saisie, il faut dissimuler le code NIP.

d) Modification du NIP

Les NIP modifiés par l'ayant droit à la carte ne doivent pas comporter de combinaisons aisées à établir (numéro de téléphone, date de naissance, numéro d'immatriculation de voiture, etc.).

e) Transmission de la carte Maestro

L'ayant droit à la carte ne peut pas transmettre sa carte Maestro. En particulier, il ne doit ni remettre, ni rendre accessible sa carte à des tiers.

f) Annonce en cas de perte

Le service désigné par la banque doit être avisé immédiatement en cas de perte de la carte Maestro ou du NIP, ainsi que lorsque la carte est laissée dans un distributeur (voir également chiffres II.5 et II.10).

g) Devoir de contrôle et annonce d'irrégularités

Le titulaire du compte doit vérifier immédiatement les relevés de compte concernés après leur réception et annoncer immédiatement à la banque d'éventuelles irrégularités, notamment les débits suite à une utilisation abusive de la carte, au plus tard dans les 30 jours après réception du relevé de compte de la période comptable respective. Le formulaire d'avis de dommage et la déclaration de cession doivent être retournés à la banque dûment remplis et signés dans les 10 jours suivant leur réception.

h) Annonce à la police

Si des actes punissables ont été commis, l'ayant droit à la carte doit faire une déclaration à la police. Il doit contribuer à clarifier le cas et à diminuer le dommage dans toute la mesure du possible.

8. Couverture

La carte Maestro ne peut être utilisée que si la couverture nécessaire (avoir ou limite de crédit autorisée) est disponible sur le compte. La banque a le droit de refuser des transactions faute de couverture suffisante sur le compte.

* Par souci de simplification, il a été décidé d'employer uniquement la forme masculine dans le présent document pour désigner le titulaire du compte et l'ayant droit à la carte.



9. Droit de débit de la banque

La banque est en droit de débiter le compte du titulaire de tous les montants résultant de l'utilisation (selon chiffre I.1) de la carte Maestro (cf. chiffre II.5).

Le droit de débit de la banque demeure entier également en cas de différends entre l'ayant droit à la carte et des personnes tierces.

Les montants en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie du compte.

10. Validité et renouvellement de la carte

La validité de la carte Maestro échoit à la fin de l'année indiquée sur la carte. Si la marche normale des affaires le permet et à défaut de renonciation expresse de l'ayant droit à la carte, cette dernière sera automatiquement remplacée par une nouvelle carte Maestro avant la fin de l'année indiquée sur la carte.

11. Résiliation

Une résiliation est possible en tout temps. Est également considérée comme résiliation la révocation d'une procuration au sens du chiffre I.4.

Après la résiliation, la carte Maestro doit être restituée à la banque immédiatement et spontanément.

Une demande anticipée de restitution ou une restitution anticipée de la carte ne donne aucun droit au remboursement des frais annuels.

Malgré la résiliation, la banque demeure habilitée à débiter le compte de tous les montants résultant des transactions effectuées avant la restitution de la carte Maestro.

12. Modifications des conditions et des prix

La banque se réserve le droit de modifier les présentes conditions et les prix à tout moment. Les modifications seront communiquées sous une forme appropriée et considérées comme approuvées au cas où la carte Maestro ne serait pas restituée avant leur entrée en vigueur.

13. Conditions générales

Pour le reste, les Conditions générales de la banque sont applicables.

II. La carte Maestro comme carte de retrait d'espèces et de paiement

1. Fonction de retrait d'espèces

La carte Maestro peut être utilisée en tout temps avec le NIP pour le retrait d'espèces aux distributeurs automatiques de billets désignés à cet effet en Suisse et à l'étranger, ou avec la signature du justificatif de transaction auprès des commerçants qui signalent cette possibilité, à concurrence des limites fixées pour la carte Maestro.

2. Fonction de paiement

La carte Maestro peut être utilisée en tout temps pour le paiement de biens et de services en Suisse et à l'étranger, conjointement avec le NIP ou par signature du justificatif de transaction ou par simple utilisation de la carte (par ex. dans les parkings, pour le péage autoroutier ou par paiement sans contact) auprès des prestataires qui signalent cette possibilité, à concurrence des limites fixées pour la carte Maestro.

3. NIP

En plus de la carte Maestro, l'ayant droit à la carte reçoit un NIP, sous pli séparé et fermé. Il s'agit d'un NIP propre à la carte, comportant 6 chiffres, obtenu mécaniquement; il n'est connu ni de la banque ni de tiers. Lorsque plusieurs cartes Maestro sont établies, chacune reçoit un NIP propre.

4. Modification du NIP

Il est recommandé à l'ayant droit à la carte de choisir un nouveau NIP à 4 chiffres au minimum et 6 chiffres au maximum, remplaçant immédiatement le NIP précédent. Pour des raisons de sécurité, il convient de choisir un NIP à 6 chiffres. La modification peut être effectuée en tout temps et aussi souvent que le titulaire le souhaite. Afin de renforcer la protection contre l'utilisation abusive de la carte Maestro, le NIP choisi ne doit pas comporter de combinaison aisée à établir (cf. chiffre I.7, lettre d), ni être noté sur la carte Maestro ou conservé avec elle, même sous une forme modifiée.

5. Légitimation, débit et prise en charge du risque

Toute personne qui se légitime en utilisant la carte Maestro

- en saisissant le NIP
- en signant le justificatif de transaction
- par paiement sans contact

est habilitée à effectuer le retrait d'argent comptant ou le paiement de marchandises et de services au moyen de cette carte Maestro. Cela est valable également s'il ne s'agit pas d'ayants droit à la carte. En conséquence, la banque est autorisée à débiter le compte de tous les montants légitimés de la sorte. Les risques d'une utilisation abusive de la carte Maestro sont en principe supportés par le titulaire du compte.

6. Couverture des dommages en cas de non-responsabilité

Si l'ayant droit à la carte a observé en tous points les conditions d'utilisation de la carte Maestro (en particulier les obligations de diligence conformément au chiffre I.6) et qu'aucune faute ne lui est imputable, la banque couvre les dommages qui résultent de l'utilisation abusive de la carte Maestro par des tiers dans les fonctions de retrait d'espèces ou de paiement. Sont également pris en considération les dommages résultant de la falsification ou de la



contrefaçon de la carte Maestro. Ne sont pas considérés comme «tiers» les ayants droit à la carte et leurs partenaires, ainsi que les personnes vivant dans le même ménage que ceux-ci.

Les dommages couverts par une assurance ainsi que tout dommage consécutif éventuel, de quelque nature qu'il soit, ne sont pas pris en charge.

7. Pannes techniques et interruptions d'exploitation

Les pannes techniques et les interruptions d'exploitation qui empêchent l'utilisation de la carte Maestro dans ses fonctions de retrait d'espèces ou de paiement ne donnent droit à aucune indemnité en faveur de l'ayant droit à la carte.

8. Limites d'utilisation

La banque fixe des limites d'utilisation pour chaque carte Maestro émise et les communique sous une forme appropriée. Il appartient au titulaire du compte d'informer les éventuels fondés de procuration des limites d'utilisation.

9. Justificatif de transaction

L'ayant droit à la carte reçoit un justificatif de la transaction sur demande lors de retraits d'espèces auprès de la plupart des distributeurs automatiques de billets et automatiquement ou sur demande lors de paiements de biens et de services. La banque elle-même n'envoie par conséquent aucun avis de débit.

10. Blocage

La banque est en tout temps habilitée à bloquer la carte Maestro, sans en informer au préalable les ayants droit à la carte et sans avoir à en exposer les motifs.

La banque bloque la carte Maestro lorsque l'ayant droit à la carte en fait la demande expresse, lorsqu'il annonce la perte de la carte Maestro et/ou du NIP, ainsi que lors de la résiliation de la carte. Le blocage ne peut être exigé qu'auprès du service désigné par la banque.

La banque est habilitée à débiter le compte en cas de transaction effectuée au moyen de la carte Maestro avant que le blocage ne devienne effectif, le laps de temps habituellement requis pour l'exécution d'une telle opération étant pris en considération. Les frais de blocage peuvent être portés au débit du compte du titulaire. Le blocage n'est levé qu'avec l'accord du titulaire du compte adressé à la banque.

III. Carte Maestro utilisée pour les prestations de dépôt

La carte Maestro peut être utilisée pour le dépôt de billets et de pièces aux distributeurs automatiques prévus à cet effet. Le montant reconnu par le distributeur et confirmé par le déposant est automatiquement crédité sur le compte mentionné sur la carte Maestro ou sur un compte relié par le biais de la fonction multicomptes et sélectionné au Bancomat, déduction faite des frais mentionnés sur le tarif à la date de valeur du jour de versement.

La somme correspondante sera créditée sur le compte, indépendamment des relations entretenues par le déposant et le titulaire du compte, s'il ne s'agit pas de la même personne. Le droit de révocation du déposant s'éteint avec le dépôt de l'argent dans le distributeur automatique.

Conditions d'utilisation de la carte bancaire BKB

I. Dispositions générales

1. Possibilités d'utilisation (fonctions)

La carte bancaire BKB peut remplir les fonctions suivantes:

- carte de retrait d'espèces aux distributeurs automatiques d'espèces (DAE) de la Basler Kantonalbank (ci-après la banque) (cf. chiffre II);
- prestations de dépôt de la banque (cf. chiffre III);
- consultation du solde en compte et des transactions.

2. Relation de compte

La carte bancaire BKB est toujours établie en liaison avec un compte déterminé (ci-après «le compte») auprès de la banque émettrice (ci-après «la banque»). La banque détermine les types de compte pour lesquels une carte bancaire est remise.

3. Ayants droit à la carte

Peuvent être ayants droit à la carte le titulaire du compte, un fondé de procuration ou une personne désignée par le titulaire du compte. La carte bancaire BKB est établie au nom de l'ayant droit à la carte.

4. Propriété

La carte bancaire BKB demeure la propriété de la banque.

5. Frais

La banque peut prélever au titulaire du compte des frais qui doivent être communiqués sous une forme appropriée, pour l'émission et l'autorisation de la carte bancaire BKB ainsi que pour le traitement des transactions effectuées au moyen de la carte. Ces frais sont débités du compte pour lequel la carte bancaire BKB est émise.

6. Devoirs de diligence de l'ayant droit à la carte

L'ayant droit à la carte assume en particulier les devoirs de diligence suivants:

a) Signature

Dès réception, la carte bancaire BKB doit être signée par l'ayant droit à la carte à l'endroit prévu à cet effet.

b) Conservation

La carte bancaire BKB et le NIP (numéro d'identification personnel) doivent être conservés avec soin et séparément.

c) Confidentialité du NIP

Le NIP doit être gardé secret et ne peut en aucun cas être transmis à d'autres personnes par l'ayant droit à la carte. En particulier, le NIP ne doit pas être noté sur la carte bancaire BKB ou conservé avec elle, même sous une forme modifiée. Lors de la saisie, il faut dissimuler le code NIP.

d) Modification du NIP

Les NIP modifiés par l'ayant droit à la carte ne doivent pas comporter de combinaisons aisées à établir (numéro de téléphone, date de naissance, numéro d'immatriculation de voiture, etc.).

e) Transmission de la carte bancaire BKB

L'ayant droit à la carte ne peut pas transmettre sa carte bancaire BKB. En particulier, il ne doit ni remettre, ni rendre accessible sa carte à des tiers.

f) Déclaration en cas de perte

Le service désigné par la banque émettrice doit être avisé immédiatement en cas de perte de la carte bancaire BKB ou du NIP, ainsi que lorsque la carte est laissée dans un distributeur (voir également les chiffres II. 4 et II. 9).

g) Devoir de contrôle et déclaration d'irrégularités

Le titulaire du compte doit vérifier immédiatement les relevés de compte concernés dès réception et déclarer immédiatement à la banque d'éventuelles irrégularités, notamment les débits suite à une utilisation abusive de la carte, au plus tard dans les 30 jours après réception du relevé de compte de la période comptable respective. Le formulaire d'avis de dommage et la déclaration de cession doivent être retournés à la banque dûment remplis et signés dans les 10 jours suivant leur réception.

h) Déclaration à la police

Si des actes punissables ont été commis, l'ayant droit à la carte doit faire une déclaration à la police. Il doit contribuer à clarifier le cas et à diminuer le dommage dans toute la mesure du possible.

7. Couverture

La carte bancaire BKB ne peut être utilisée que si la couverture nécessaire (avoir ou limite de crédit autorisée) est disponible sur le compte. La banque a le droit de refuser des transactions faute de couverture suffisante sur le compte.

8. Droit de débit de la banque

La banque est en droit de débiter le compte du titulaire de tous les montants résultant de l'utilisation (selon chiffre I.1) de la carte bancaire BKB (cf. chiffre II.4).

9. Résiliation

Une résiliation est possible en tout temps. Est également considérée comme résiliation la révocation d'une procuration au sens du chiffre I.3. Après la résiliation, la carte bancaire BKB doit être restituée à la banque immédiatement et spontanément. Malgré la résiliation, la banque



demeure habilitée à débiter le compte de tous les montants résultant des transactions effectuées avant la restitution de la carte bancaire BKB.

10. Modification des conditions et des prix

La banque se réserve le droit de modifier les présentes conditions et les prix à tout moment. Les modifications seront communiquées sous une forme appropriée et réputées approuvées au cas où la carte bancaire BKB ne serait pas restituée avant leur entrée en vigueur.

11. Conditions générales

Pour le reste, les Conditions générales de la banque sont applicables.

II. La carte bancaire BKB comme carte de retrait d'espèces

1. Fonction de retrait d'espèces

La carte bancaire BKB peut être utilisée en tout temps avec le NIP pour le retrait d'espèces aux DAE de la banque à concurrence des limites fixées pour la carte.

2. NIP

En plus de la carte bancaire BKB, l'ayant droit à la carte reçoit un NIP, sous pli séparé et fermé. Il s'agit d'un NIP propre à la carte, comportant 6 chiffres, obtenu mécaniquement; il n'est connu ni de la banque ni de tiers. Lorsque plusieurs cartes bancaires BKB sont établies, chacune reçoit un NIP propre.

3. Modification du NIP

Il est recommandé à l'ayant droit à la carte de choisir au DAE de la banque un nouveau NIP à 4 chiffres au minimum et 6 chiffres au maximum, remplaçant immédiatement le NIP précédent. Pour des raisons de sécurité, il convient de choisir un NIP à 6 chiffres. La modification peut être effectuée en tout temps et à la fréquence souhaitée. Afin de renforcer la protection contre l'utilisation abusive de la carte bancaire BKB, le NIP choisi ne doit pas comporter de combinaison aisée à établir (cf. chiffre 1.6, lettre d), ni être noté sur la carte bancaire BKB ni conservé avec elle, même sous une forme modifiée.

4. Légitimation, débit et prise en charge du risque

Toute personne qui se légitime en utilisant la carte bancaire BKB est habilitée à effectuer le retrait d'argent comptant au moyen de cette carte. Cela est valable également s'il ne s'agit pas de l'ayant droit à la carte. En conséquence, la banque est autorisée à débiter le compte de tous les montants légitimés de la sorte. Les risques d'une utilisation abusive de la carte bancaire BKB sont par principe supportés par le titulaire du compte.

5. Couverture des dommages en cas de non-responsabilité

Si l'ayant droit à la carte a observé en tous points les conditions d'utilisation de la carte bancaire BKB (en particulier les obligations de diligence conformément au chiffre 1.6) et qu'aucune faute ne lui est imputable par ailleurs, la banque couvre, moyennant la déduction d'une franchise de 10%, mais au maximum 300 CHF par carte bancaire BKB et événement, les dommages qui résultent de l'utilisation abusive de la carte bancaire BKB par des tiers. Sont également pris en considération les dommages résultant de la falsification ou de la contrefaçon de la carte bancaire BKB. Ne sont pas considérés comme «tiers» les ayants droit à la carte et leurs partenaires, ainsi que les personnes vivant dans le même ménage que ceux-ci. Les dommages couverts par une assurance ainsi que tout dommage consécutif éventuel, de quelque nature qu'il soit, ne sont pas pris en charge.

6. Pannes techniques et interruptions d'exploitation

Les pannes techniques et les interruptions d'exploitation qui empêchent l'utilisation de la carte bancaire BKB ne fondent aucun droit en dommages-intérêts en faveur de l'ayant droit à la carte.

7. Limites

La banque fixe des limites pour chaque carte bancaire BKB émise et les communique sous une forme appropriée. Il appartient au titulaire du compte d'informer les éventuels fondés de procuration sur les limites.

8. Justificatif de transaction

L'ayant droit à la carte reçoit un justificatif de la transaction sur demande lors de retraits d'espèces auprès des DAE. La banque elle-même n'envoie par conséquent aucun avis de débit.

9. Blocage

La banque est en tout temps habilitée à bloquer la carte bancaire BKB sans en informer au préalable les ayants droit à la carte et sans en exposer les motifs. La banque bloque la carte bancaire BKB lorsque l'ayant droit à la carte en fait la demande expresse, lorsqu'il déclare la perte de celle-ci et/ou du code NIP, ainsi que lors de la résiliation de la carte.

Le blocage ne peut être requis que par le service désigné par la banque. La banque est habilitée à débiter le compte en cas de transaction effectuée au moyen de la carte bancaire BKB avant que le blocage ne devienne effectif, le laps de temps habituellement requis pour l'exécution d'une telle opération étant pris en considération. Les frais de blocage peuvent être portés au débit du compte du titulaire. Le blocage n'est levé qu'avec l'accord du titulaire du compte adressé à la banque.



III. Carte bancaire BKB utilisée pour les prestations de dépôt

La carte bancaire BKB peut être utilisée pour le dépôt de billets et de pièces aux distributeurs automatiques prévus à cet effet. **Le montant reconnu par le distributeur et confirmé par le déposant est automatiquement crédité sur le compte mentionné sur la carte bancaire BKB ou sur un compte relié par le biais de la fonction multi-comptes et sélectionné au Bancomat, déduction faite des frais mentionnés sur le tarif à la date de valeur du jour de versement.**

La somme correspondante sera créditée sur le compte, indépendamment des relations entretenues par le déposant et le titulaire du compte, s'il ne s'agit pas de la même personne. Le droit de révocation du déposant s'éteint avec le dépôt de l'argent dans le distributeur automatique.



Conditions applicables à l'E-Banking

1. Prestations dans le cadre de l'E-Banking

- 1.1 Les prestations offertes par la Basler Kantonalbank (ci-après «la banque») dans le cadre de l'E-Banking sont décrites dans les «Informations sur l'E-Banking», qui font partie intégrante des présentes conditions. Les «Informations sur l'E-Banking» peuvent être consultées sur le site internet de la banque, à la page de connexion à l'E-Banking. La banque se réserve le droit de les modifier en tout temps.
- 1.2 Les ordres boursiers et de paiement ne peuvent pas être exécutés 24 heures sur 24. Les heures d'exécution figurent dans les «Informations sur l'E-Banking».
- 1.3 L'échange de données réglé dans le présent document se réfère aux opérations bancaires dont les fondements sont définis dans des contrats ou conditions séparé(e)s. Dans le domaine d'application des prestations souhaitées par le client dans le cadre de l'E-Banking, les dispositions ci-après prévalent sur les éventuelles dispositions divergentes figurant dans les contrats ou conditions mentionné(e)s.
- 1.4 La prestation relative aux documents électroniques consiste pour la banque à mettre à la disposition du client et/ou de l'utilisateur les justificatifs bancaires pour ses comptes/dépôts sous forme électronique via l'E-Banking. Les instructions d'envoi postal ou de garde existantes sont remplacées, et les extraits de compte/dépôt, avis provenant du trafic des paiements, décomptes du négoce boursier et autres avis/notifications (appelés ci-après «justificatifs bancaires») sont mis à disposition non plus sous forme papier mais uniquement par voie électronique dans le cadre de l'E-Banking de la personne qui utilise la prestation relative aux documents électroniques. Le bouclage de compte et les attestations fiscales continuent à être envoyés par courrier. **La banque remplit ainsi ses obligations de communiquer et de rendre compte vis-à-vis de son client.**

2. Utilisateurs/procédure de connexion/identifiants

- 2.1 L'accès à l'E-Banking est réservé aux personnes qui s'identifient comme utilisateurs au moyen des identifiants valables pour ces prestations, dans le cadre de la procédure de connexion choisie. L'utilisateur est la personne indiquée par le client dans la convention E-Banking pour l'utilisation des prestations (le client lui-même et/ou une personne qui le représente).
- 2.2 L'utilisation de l'E-Banking s'effectue à l'aide des identifiants suivants:
- a) le numéro d'identification de l'utilisateur attribué par la banque,

- b) le mot de passe personnel, défini librement par l'utilisateur,
- et
- c) un code complémentaire valable une seule fois. Après saisie du numéro d'identification et du mode de passe valide, il est rapidement transmis à l'utilisateur conformément à la procédure de connexion choisie par ce dernier, qui doit l'entrer ou le confirmer. La saisie de ce code n'est pas nécessaire avec certaines procédures de connexion, par ex. en cas d'utilisation d'un logiciel certificat (SoftCert).

Les procédures de connexion proposées par la banque peuvent changer au fil du temps, en fonction de l'évolution de la technique. Elles sont décrites sur le site internet de l'établissement et, le cas échéant, dans la documentation (spécifique au produit ou autre).

La banque se réserve le droit de remplacer certaines procédures de connexion par de nouvelles ou de les compléter.

- 2.3 Pour la banque, toute personne pouvant s'identifier conformément au point 2.2 est réputée autorisée à utiliser les prestations E-Banking ainsi que d'autres canaux électroniques de l'établissement accessibles uniquement au moyen d'identifiants.

Par conséquent, la banque est habilitée, dans le cadre des opérations et des autorisations définies par le client dans la convention relative à l'E-Banking, indépendamment de la relation juridique avec ce dernier (si la personne autorisée n'est pas le client) et de toute autre inscription au registre du commerce, publication ou réglementation sur les documents de signatures, sans vérification supplémentaire de son autorisation, à laisser cette personne procéder via l'E-Banking à des consultations, des ordres ou des téléchargements de documents électroniques ainsi qu'à utiliser d'autres fonctionnalités des canaux électroniques de la banque auxquelles l'accès n'est possible que via une connexion à l'E-Banking. La banque est également habilitée à recevoir et à exécuter des ordres et des communications contraignantes de sa part.

- 2.4 La banque a le droit de refuser, à tout moment et sans avoir à justifier cette décision, la réalisation de prestations E-Banking et d'exiger que l'utilisateur s'authentifie par un autre moyen (par ex. une signature ou un entretien personnel).



2.5 Le client reconnaît sans réserve toutes les transactions comptabilisées entrant dans le cadre des prestations E-Banking convenues qui ont été effectuées par l'utilisateur via l'E-Banking après saisie de ses identifiants. De même, tous les ordres, instructions et communications parvenant à la banque par cette même voie sont réputés rédigés et autorisés par le client, et les documents mis à disposition électroniquement sont considérés comme reçus de façon conforme par l'utilisateur identifié.

3. Obligations de diligence du client/de l'utilisateur

3.1 L'utilisateur est tenu de modifier sans délai, à sa réception, le mot de passe initial qui lui a été envoyé par la banque. Il doit également le modifier régulièrement par la suite. Les mots de passe choisis ne doivent pas être composés d'une combinaison de chiffres facile à deviner (numéro de téléphone, date de naissance, plaque d'immatriculation, etc.).

3.2 Dès réception de codes d'activation et/ou de vérification pour les prestations E-Banking, l'utilisateur est tenu de procéder à l'activation ou à la vérification sans délai et conformément aux instructions.

3.3 L'utilisateur doit faire en sorte que l'ensemble des identifiants soient tenus secrets et qu'ils soient protégés contre tout usage frauduleux par des personnes non autorisées. Le mot de passe ne doit notamment être ni consigné ni enregistré sans protection, de quelque manière que ce soit, sur un appareil (par ex. PC, ordinateur portable, tablette, téléphone portable). Les identifiants ne doivent pas non plus être communiqués à des tiers ni rendus accessibles d'une autre façon. L'utilisateur prend notamment connaissance du fait que la banque ne lui demandera jamais par e-mail de communiquer ses identifiants E-Banking à elle-même ou à tout autre destinataire, que ce soit via un masque de saisie ou d'une autre manière.

3.4 Dans la mesure où la banque a satisfait à ses obligations de diligence usuelles, le client endosse les risques résultant de l'utilisation – y compris abusive – de ses identifiants ou de ceux des utilisateurs autorisés.

Tout dommage ou autre préjudice n'étant pas lié à un manquement aux obligations de diligence de la banque et du client ou de l'utilisateur est imputé à la partie qui aurait pu influencer sur la cause de celui-ci. La responsabilité de la banque n'est pas engagée en cas de dommages ou autres préjudices résultant d'erreurs de transmission, de problèmes techniques ou d'une intervention illicite sur les terminaux ou logiciels de l'utilisateur.

3.5 S'il y a lieu de croire que des personnes tierces non autorisées ont eu connaissance de l'un ou de plusieurs identifiants d'un utilisateur autorisé, l'utilisateur doit modifier sans délai les identifiants correspondants. Si ce n'est pas possible, il doit bloquer ou faire bloquer immédiatement l'accès aux prestations correspondantes en se conformant à la procédure décrite sur le site internet de la banque ou au point 5.1 des présentes conditions.

3.6 S'il y a lieu de croire que des personnes tierces non autorisées ont eu accès à l'appareil de l'utilisateur (par ex. en cas de perte ou de vol du terminal), celui-ci doit en outre contacter immédiatement la hotline par téléphone pendant les horaires de support indiqués sur le site internet de la banque.

3.7 L'utilisateur doit vérifier l'exhaustivité et l'exactitude des données qu'il saisit. La responsabilité des données fournies par l'utilisateur est endossée par le client.

4. Exclusion de la responsabilité de la banque et de ses employés

4.1 La banque n'assume aucune garantie concernant l'intégralité et l'exactitude des données affichées dans l'E-Banking. En particulier, les indications relatives aux comptes et dépôts (soldes, relevés, transactions, etc.) ainsi que les informations accessibles au public, telles que les cours de la bourse et de change, sont réputées provisoires et sans engagement. Ces données ne sont pas considérées comme des offres fermes, sauf spécification contraire. Seules sont déterminantes les informations figurant dans les relevés et justificatifs de la banque envoyés au client sous forme papier ou par voie électronique.

4.2 La banque n'octroie aucun accès technique à ses prestations. Cela relève de la seule responsabilité de l'utilisateur. Ce dernier prend en particulier connaissance du fait que la banque ne distribue pas le logiciel spécifique requis pour l'utilisation de l'E-Banking et ne lui fournit aucune assistance en cas de problème matériel ou logiciel. En conséquence, la banque ne se porte garante ni pour le fournisseur d'accès ni pour un éventuel logiciel nécessaire.

4.3 Les échanges de données ont lieu via des réseaux de télécommunication publics ne bénéficiant pas d'une protection spéciale (téléphone, internet, etc.). La banque décline toute responsabilité en cas de dommages causés au client/à l'utilisateur à la suite de l'utilisation de ces réseaux, notamment d'une erreur de transmission, de défauts techniques, d'interruptions, de pannes du réseau téléphonique ou d'internet, d'interventions illicites dans les installations du réseau, de



surcharges des réseaux, de blocage délibéré des accès électroniques par des tiers, d'interruptions ou d'autres insuffisances de la part des fournisseurs d'accès.

- 4.4 En dépit de toutes les mesures de sécurité, la banque ne peut pas assumer de responsabilité pour le terminal de l'utilisateur, cela étant impossible du point de vue technique (concernant les risques, cf. point 8).
- 4.5 Par ailleurs, la banque décline expressément toute responsabilité concernant les logiciels éventuellement recommandés ou fournis par ses soins (par ex. via un CD, un lien de téléchargement ou une appli), de même que pour les conséquences découlant de la transmission du logiciel par internet.
- 4.6 Bien qu'elle fasse preuve de toute la diligence requise, la banque n'assume aucune responsabilité quant aux dommages causés par des dérangements ou interruptions, notamment durant le traitement des données dans l'E-Banking (par ex. à la suite d'une intrusion illicite dans le système).
- 4.7 Si elle identifie des risques en matière de sécurité, la banque se réserve le droit d'interrompre à tout moment la fourniture des prestations E-Banking afin de protéger le client/l'utilisateur jusqu'à la résolution du problème. La banque n'est pas responsable du préjudice éventuellement occasionné par cette interruption.
- 4.8 En cas de mauvaise exécution, d'inexécution (à tort) ou d'exécution tardive d'un ordre, la banque ne répond du dommage occasionné qu'à concurrence du montant de la perte d'intérêts (hormis pour les ordres de bourse).

5. Blocage

- 5.1 Le client peut faire bloquer son accès – ou celui d'un utilisateur le représentant – aux prestations E-Banking. Le blocage peut uniquement être demandé aux heures figurant dans les «Informations relatives à l'E-Banking». La banque peut exiger qu'un blocage soit en plus confirmé par écrit. L'utilisateur peut également à tout moment bloquer lui-même l'accès aux prestations E-Banking en tapant trois fois d'affilée un mot de passe ou un code complémentaire erroné (si la procédure de connexion utilisé exige la saisie de ce dernier).
- 5.2 La banque peut exiger du client la formulation par écrit d'une demande d'annulation d'un blocage initié par celui-ci ou par un utilisateur.
- 5.3 De même, la banque est autorisée à tout moment, sans avoir à indiquer ses motivations ni à résilier au

préalable la convention E-Banking correspondante, à bloquer l'accès de l'utilisateur à l'une ou à l'ensemble des prestations, si elle estime qu'une telle décision est justifiée.

6. Dispositions applicables aux procurations

L'habilitation d'un utilisateur à recourir aux prestations E-Banking est valable jusqu'à révocation écrite adressée à la banque par le client. L'annulation ou la modification d'une procuration ou des droits de signature d'un utilisateur mandataire conformément aux documents de signatures déposés à la banque, de même que l'annulation ou la modification des droits de signature d'un utilisateur au registre du commerce, n'entraînent pas automatiquement l'annulation de son autorisation à utiliser l'E-Banking.

Les autorisations octroyées ne s'éteignent pas automatiquement avec le décès du client ou la perte de l'exercice de ses droits civils.

7. Assistant financier

- 7.1 La banque met à la disposition de ses clients un assistant financier. Il s'agit d'une prestation fournie dans le cadre de l'E-Banking et des canaux numériques de la banque qui vise à aider le client à gérer ses finances personnelles.
- 7.2 L'assistant financier classe automatiquement dans différentes catégories les transactions de compte et – si le client a accordé son consentement explicite dans le cadre de l'E-Banking ou des canaux numériques de la banque) – les transactions par carte de crédit ainsi que les données saisies. Le client peut à tout moment modifier cette affectation.
- 7.3 La confidentialité des données du client est garantie en permanence. Aucune information pouvant permettre d'identifier une personne précise n'est transmise à des tiers.
- 7.4 Le client peut à tout moment désactiver l'assistant financier dans les paramètres ou révoquer son consentement à l'exploitation des données relatives à sa carte de crédit. La banque est libre d'interrompre temporairement la fourniture de cette prestation ou d'y mettre un terme.

8. Sécurité de l'E-Banking

- 8.1 Par ailleurs, le client prend connaissance du fait que les données sont transportées via internet, un réseau ouvert et accessible à tous. Il arrive donc régulièrement que des données franchissent les frontières de façon incontrôlée, même si l'émetteur et le destinataire se trouvent tous les deux en Suisse. Bien que les paquets de données soient transmis sous forme



cryptée, l'identité de l'émetteur et du destinataire n'est pas codée et peut être consultée par des tiers. Il est donc possible pour une tierce personne d'en déduire l'existence d'une relation bancaire.

8.2 La sécurité a particulièrement retenu l'attention des concepteurs de l'E-Banking. Pour garantir la sécurité du client/de l'utilisateur, un système cryptographique de sécurité à plusieurs niveaux a été mis au point. Le standard très élevé de ce système rend tout décryptage des données confidentielles impossible. Le cryptage des données permet en principe de prévenir tout accès non autorisé à des informations confidentielles relatives à un client. Cependant, malgré l'excellence des techniques et des mesures de sécurité qu'elles autorisent, ni la banque ni le client/l'utilisateur ne peuvent avoir la certitude absolue d'être à l'abri de personnes malintentionnées. Le client/l'utilisateur prend connaissance du fait que le point faible de l'accès à l'E-Banking est son propre appareil. L'actualisation régulière (mises à jour) des logiciels (par ex. système d'exploitation) de l'appareil est du ressort de l'utilisateur.

8.3 Le client/l'utilisateur prend en particulier note des risques suivants:

- Une connaissance lacunaire du système et l'insuffisance des mesures de sécurité peuvent faciliter un accès non autorisé (par ex. mémorisation non protégée des données sur le disque dur, transfert de fichiers, réverbération de l'écran, etc.). Il incombe au client/à l'utilisateur de s'informer en détail sur les mesures de sécurité requises.
- N'importe quel fournisseur d'accès peut établir un profil spécifique à une personne, ce qui signifie qu'il a la possibilité de retracer l'ensemble des contacts de l'utilisateur.
- Il est tout à fait possible qu'un tiers se fraie un passage jusqu'à l'appareil de l'utilisateur lorsque celui-ci utilise internet (par l'intermédiaire d'une application Java ou d'ActiveX, par ex.).
- La propagation via internet de logiciels malveillants (virus informatiques, par ex.) constitue un danger permanent et peut survenir dès que l'appareil de l'utilisateur entre en contact avec d'autres systèmes, par le biais de réseaux informatiques ou d'autres supports de données.
- L'utilisateur ne doit installer que des logiciels émanant de sources sûres.
- Modifier le système d'exploitation de l'appareil de l'utilisateur (par ex. jailbreak ou rootage) peut faciliter un accès non autorisé.

9. Restrictions à l'importation et à l'exportation

9.1 Le client/l'utilisateur prend connaissance du fait que l'utilisation de l'E-Banking depuis l'étranger peut aller,

le cas échéant, à l'encontre de certaines réglementations du droit étranger. Le client/l'utilisateur est tenu de s'en informer. La banque décline toute responsabilité à ce propos.

9.2 Le client/l'utilisateur prend connaissance du fait que des algorithmes de cryptage peuvent être soumis à des restrictions en matière d'importation et d'exportation et, partant, qu'il est susceptible d'enfreindre ces dispositions en utilisant les prestations E-Banking à l'étranger ou depuis l'étranger.

10. Données sur le client et marketing

Le client/l'utilisateur déclare accepter que la banque traite les données client/utilisateur contenues dans l'E-Banking à des fins internes de marketing. De plus amples informations sur la gestion des données client sont disponibles dans les Conditions générales ainsi que dans la déclaration de protection des données de la banque, qui peut être consultée sur www.bkb.ch/protection-des-donnees.

11. Résiliation du contrat

Les conventions E-Banking peuvent être résiliées à tout moment par écrit par le client et la banque. Cette dernière est libre de résilier des conventions E-Banking existantes – et donc d'annuler l'accès aux prestations E-Banking – sans préavis ni information du client si, un an après la conclusion de la convention, ce dernier ne l'a jamais utilisé, ou s'il ne l'a pas fait durant plus d'une année.

12. Réserve quant à des dispositions légales particulières

Toute disposition – légale ou autre – régissant l'exploitation et l'utilisation d'internet reste réservée et s'applique également, dès son entrée en vigueur, aux conventions E-Banking existantes.

13. Conditions générales

13.1 Les Conditions générales de la banque s'appliquent également à l'utilisation des prestations de l'établissement dans le cadre de l'E-Banking.

14. Nullité partielle

Le fait qu'une ou plusieurs des dispositions des présentes conditions soient considérées comme nulles, non valables juridiquement ou inapplicables n'affecte en rien la validité des autres composantes du contrat.

15. Modification des conditions applicables à l'E-Banking

La banque peut modifier les conditions et l'offre de l'E-Banking à tout moment. Elle en informe le client/l'utilisateur de façon appropriée. Si, dans un délai d'un mois après réception de la notification, le client ne fait pas opposition aux modifications des conditions et/ou des prestations, celles-ci sont réputées acceptées.



16. Mobile Banking

Les présentes conditions applicables à l'E-Banking sont également valables pour la prestation Mobile Banking. Les éventuelles divergences sont détaillées dans les «Informations sur l'E-Banking».

État: janvier 2020

Conditions particulières relatives aux transactions SEPA

Les présentes conditions régissent les relations entre le client et la Basler Kantonalbank (ci-après «la banque») pour les virements nationaux et transfrontaliers en euros selon les normes SEPA (Single Euro Payments Area) sur le trafic des paiements. Elles viennent compléter les Conditions générales de la banque et les dispositions relatives aux éventuelles prestations du trafic des paiements utilisées (E-Banking p. ex.).

1. Mentions devant impérativement figurer sur l'ordre de paiement

Afin qu'un autre établissement financier puisse exécuter un virement comme une transaction SEPA, l'ordre de virement doit être transmis par voie électronique avec les renseignements suivants:

- Donneur d'ordre:
 - IBAN (International Bank Account Number), c'est-à-dire numéro de compte du donneur d'ordre
 - Nom et prénom ou raison sociale
 - Adresse du domicile/du siège de l'entreprise
 - NPA/localité
- Bénéficiaire:
 - BIC de la banque du bénéficiaire
 - Nom de la banque du bénéficiaire
 - IBAN du bénéficiaire
 - Nom, prénom ou raison sociale
 - Adresse du domicile/du siège de l'entreprise
 - NPA/localité
- Montant du virement en euros
- Date d'exécution souhaitée
- Frais:
 - répartis entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire (chacun paie les frais de son établissement financier).
- Dans le champ «Instructions à la banque» doit être indiqué «SEPA», toute autre mention n'étant pas autorisée ou prise en compte. En l'absence de la mention «SEPA», la banque a cependant le droit – mais pas l'obligation – de considérer le paiement comme une transaction SEPA.

Dans le cas d'un ordre groupé, les conditions susmentionnées doivent être respectées pour chacun des ordres de virement, faute de quoi l'ordre peut être rejeté.

Le client est informé que, même s'il a fourni l'ensemble des renseignements susmentionnés, l'ordre transmis ne pourra être exécuté comme une transaction SEPA que si la banque du bénéficiaire participe au système SEPA.

2. Exécution/rejet de l'ordre de paiement

Si des renseignements sont erronés ou manquants, la banque a le droit, mais non l'obligation, d'exécuter l'ordre de paiement conformément au chiffre 1 ci-dessus si elle est en mesure de rectifier et/ou de compléter ces informations de manière indubitable.

Si la date d'exécution souhaitée est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la banque est habilitée à exécuter l'ordre le jour bancaire ouvrable suivant. Le client prend acte du fait que l'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire peut être retardée du fait du calendrier local des jours bancaires fériés.

Si l'ordre de paiement n'est pas exécuté parce que l'une ou plusieurs des conditions énumérées au chiffre 1 ne sont pas remplies, ou s'il est refusé par un participant à la transaction (p. ex. par un office de compensation ou par l'établissement financier du bénéficiaire) après que le compte du donneur d'ordre a été débité, la banque informe le client du motif de non-exécution ou de rejet dans un délai utile et sous une forme appropriée. Si le montant a déjà été débité, il est recredité sur le compte du donneur d'ordre.

Si la banque est en mesure de remédier elle-même au motif du rejet de l'ordre de paiement, elle a le droit, mais non l'obligation, d'exécuter à nouveau ce dernier sans en référer au donneur d'ordre.

3. Inscription au crédit/retour des paiements entrants

Les paiements entrants sont crédités selon l'IBAN mentionné dans l'ordre de paiement. Si la date d'exécution souhaitée est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la banque est habilitée à exécuter l'ordre le jour bancaire ouvrable suivant.

La banque a le droit de déduire du montant des paiements entrants les frais correspondants, avant que ce dernier soit crédité sur le compte du bénéficiaire.

Les paiements entrants pour lesquels aucun IBAN ou un IBAN inexistant est mentionné, ou qui ne peuvent pas être portés au crédit du compte pour d'autres motifs (prescriptions légales ou réglementaires, décisions des autorités, fermeture de compte) sont retournés à l'établissement financier du donneur d'ordre. En cas de retour du montant à l'établissement financier du donneur d'ordre, la banque est habilitée à communiquer à toutes les parties impliquées dans la transaction (y compris au donneur d'ordre) la raison pour laquelle le montant n'a pas pu être crédité sur le compte du bénéficiaire.



4. Renonciation à une comparaison des données lors de l'inscription au crédit

En tant que bénéficiaire du paiement, le client accepte que l'inscription au crédit du montant du virement se fonde uniquement sur l'IBAN indiqué, sans comparaison de celui-ci avec les nom et adresse du bénéficiaire.

La banque se réserve cependant le droit de procéder à cette comparaison de sa propre initiative et de rejeter l'ordre de paiement si les données ne coïncident pas. En cas de rejet, la banque est autorisée à informer l'établissement financier du donneur d'ordre de l'incompatibilité des données.

En tant que donneur d'ordre, le client accepte que l'inscription au crédit du montant du virement par l'établissement financier du bénéficiaire se fonde uniquement sur l'IBAN indiqué, sans comparaison de celui-ci avec les nom et adresse du bénéficiaire. L'établissement financier du bénéficiaire peut également se réserver le droit de procéder à cette comparaison de sa propre initiative et refuser l'ordre de paiement si les données ne coïncident pas.

5. Conversion des devises/risques de change

Si le compte du client à débiter ou à créditer dont l'IBAN figure sur l'ordre de paiement n'est pas un compte en euros, la banque est habilitée à y effectuer l'inscription au débit ou au crédit même si le client possède dans la banque un compte en euros sous un IBAN différent.

La conversion du montant en euros dans la monnaie du montant à débiter ou à créditer, ou inversement, s'effectue au cours du jour d'entrée ou du jour d'exécution de l'ordre.

Les éventuels risques de change (réinscription au crédit du compte émetteur en cas de rejet de l'ordre ou de retour du montant selon les chiffres 3 et 4) sont à la charge du client.

6. Traitement et transmission des données

En tant que donneur d'ordre, le client accepte que ses données personnelles, notamment ses nom, adresse et IBAN, mais aussi toute autre information énumérée au chiffre 1, soient communiquées à des fins d'exécution d'un ordre de paiement national ou transfrontalier aux banques participantes (en particulier aux banques de correspondance de la banque en Suisse ou à l'étranger), aux exploitants des systèmes de trafic des paiements (p. ex. Swiss Interbank Clearing) ou à SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), ainsi qu'aux bénéficiaires en Suisse et à l'étranger. Il accepte par ailleurs que tous les participants à la transaction puissent transmettre de leur côté les données à des tiers mandatés dans d'autres pays, en vue de leur traitement ou de leur sauvegarde.

Enfin, le client prend acte du fait que les données transmises à l'étranger ne sont plus protégées par le droit suisse, mais qu'elles sont soumises au droit étranger en vigueur, et qu'une loi étrangère ou une décision administrative peut le contraindre de les transmettre à des autorités ou à des tiers.

7. Entrée en vigueur et modification des conditions

La banque se réserve le droit de modifier ces conditions à tout moment. Les éventuelles modifications sont communiquées au client par écrit ou sous toute autre forme appropriée. Elles sont considérées comme acceptées sauf objection écrite du client dans un délai d'un mois à compter de leur notification, au plus tard cependant à la date de transmission du prochain ordre SEPA.



Informations importantes relatives aux ordres de paiement transfrontaliers

Chère cliente, cher client,

En tant qu'Etat membre du GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux), la Suisse a adopté les principes de cette entité pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans l'Ordonnance sur le blanchiment d'argent de la FINMA. Ainsi, l'Union européenne par exemple exige que le nom, l'adresse et le numéro de compte du mandant d'une transaction soient mentionnés lors d'un virement de fonds vers un institut financier sis dans l'UE.

Avec ces notes, nous souhaitons vous informer de la procédure adoptée par la Basler Kantonalbank pour répondre à ces exigences, mais aussi des conséquences de ces dernières sur votre trafic des paiements.

Pour respecter les prescriptions précitées, mais aussi garantir l'efficacité du trafic des paiements, la Basler Kantonalbank doit, dans le cas de paiements vers l'étranger, mais aussi d'ordres libellés en monnaie étrangère, mentionner le nom, l'adresse et le numéro de compte du mandant. Les ordres de paiement ne comprenant pas ces informations ne pourront plus être acceptés par les banques dans les pays de l'UE, ni dans de très nombreux autres Etats. Selon les cas, toutes ces données devront aussi être livrées en lien avec le trafic des paiements suisse.

Pour que votre transaction financière soit traitée, les données susmentionnées sont transmises aux banques concernées ainsi qu'aux opérateurs des systèmes. Concrètement, il s'agit là des banques de correspondance suisses et étrangères de la Basler Kantonalbank ainsi que des opérateurs de systèmes de traitement de paiements et de titres, tels que SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), SIX SIS AG ou SIX (Interbank Clearing) dans la mesure où le trafic des paiements suisse est impacté à l'avenir.

Généralement, le bénéficiaire reçoit aussi les données sur le mandant. A titre exceptionnel, par exemple pour les transactions en Suisse en monnaie étrangère, il ne peut pas être exclu que le traitement se fasse via des réseaux internationaux, des données allant donc à l'étranger. Il est également possible que les banques et opérateurs concernés par la transaction transmettent pour traitement ou pour sauvegarde des données, les informations à des tiers mandatés dans d'autres pays.

Les données relatives au mandant qui parviennent à l'étranger ne sont plus protégées par le droit suisse. Les lois et dispositions édictées par les pouvoirs publics à l'étranger peuvent prévoir la transmission des données aux autorités ou à des tiers.

Nous sommes certains que vous comprendrez que la Basler Kantonalbank ne peut se soustraire à ces réglementations et nous vous en remercions.

Vous pouvez bien entendu nous poser vos questions par téléphone: BKB-welcome, +41 (0)61 266 33 33.

Avec nos salutations les plus cordiales
Basler Kantonalbank

P.-S. Pour tous les ordres de paiement à destination de l'étranger, il convient de toujours mentionner l'IBAN (n° de compte du bénéficiaire) et le BIC (identification de la banque du bénéficiaire). Ce n'est qu'ainsi que votre ordre de paiement pourra être traité de manière entièrement automatisée, soit sans frais supplémentaires.

Dispositions pour la communication électronique

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'utilisation des canaux de communication électronique (e-mail ou SMS) choisis par le client au moyen d'une confirmation concernant la communication électronique, ainsi qu'à l'échange d'informations via ces canaux:

1. Le client autorise la banque à communiquer avec lui via le canal non sécurisé choisi au moyen d'une confirmation concernant la communication électronique (canal de communication autorisé), sans effectuer de contrôle supplémentaire de son identité, et à lui transmettre, à lui ou au titulaire du canal de communication («titulaire»), tous les renseignements et documents souhaités, y compris ceux concernant la relation d'affaires citée dans la confirmation. Le droit d'information s'applique indépendamment d'éventuels droits de signature conformément à la liste des signatures de la banque.
2. Le client accepte que chaque message envoyé à la banque via un canal de communication autorisé soit considéré comme ayant été rédigé par son titulaire. La banque se réserve le droit de ne pas répondre à des messages électroniques si ces derniers lui parviennent via un autre canal de communication que celui autorisé. S'il a des raisons de craindre que des personnes non autorisées utilisent le canal de communication autorisé, le client doit invalider immédiatement ce dernier.
3. Le client doit être conscient des risques liés aux échanges d'informations via le canal de communication autorisé qu'il a choisi et les accepter, notamment les risques suivants:
 - Les informations sont transmises de façon non cryptée via des réseaux ouverts et accessibles à tout le monde (notamment aux fournisseurs d'accès et aux prestataires de service). Il existe donc un risque que des tiers puissent en conclure l'existence d'une relation d'affaires. **Le secret bancaire et la protection des données ne peuvent donc pas être garantis.**
 - Des informations peuvent dans certaines circonstances être transmises sans contrôle à l'étranger, même si tant l'expéditeur que le destinataire se trouvent en Suisse.
 - Des tiers non autorisés peuvent éventuellement consulter et modifier les informations et usurper l'identité de l'expéditeur (par ex. l'adresse e-mail) et/ou du destinataire.
 - L'échange d'informations peut être retardé ou bloqué par des problèmes techniques, des erreurs de transmission, des interruptions, des pannes, des interventions illicites, une surcharge du réseau ou d'autres insuffisances de la part des fournisseurs d'accès ou d'autres prestataires. Des erreurs de transmission et la suppression de messages électroniques (e-mails et pièces jointes, par ex.) peuvent survenir.
4. La banque respecte ses obligations de diligence lorsqu'elle utilise le canal de communication autorisé. Elle décline toute responsabilité quant à l'exactitude, à l'intégrité des données ainsi qu'aux processus de réception et d'envoi via un canal de communication électronique non sécurisé. Elle ne répond des dommages résultant de pertes, de retards, d'irrégularités, de doublons, de problèmes techniques ou de pannes qu'en cas de manquement à ses obligations de diligence. Dans le cas contraire, la responsabilité incombe au client. La responsabilité de la banque n'est notamment pas engagée en cas de dommages ou d'autres préjudices résultant d'une utilisation négligente du canal de communication autorisé par son titulaire, ou encore d'interventions illicites sur ses terminaux et ses logiciels.
5. Il est de la responsabilité du client de protéger en tout temps et de façon appropriée le canal de communication autorisé et les terminaux et logiciels utilisés par leur titulaire contre des attaques électroniques et une utilisation indue par des tiers. Il convient de prendre contact avec la banque en cas de doute sur la provenance du message reçu. À chaque nouvel envoi d'un message, la banque recommande de saisir à nouveau les coordonnées du destinataire et de ne pas diffuser un éventuel texte préalablement reçu.
6. Le message transmis par voie électronique sera traité dans le cadre de la marche habituelle des affaires, de façon non prioritaire. Les ordres ou les instructions à l'attention de la banque (ordres de bonification, ordres boursiers, ordres de clôture, instructions d'expédition, etc.) ne peuvent pas être transmis via le canal de communication autorisé. La banque n'est pas tenue d'exécuter ces mandats. Les données personnelles sont traitées conformément à la déclaration de protection des données de la banque. La banque recommande au client de ne pas envoyer de données sensibles ou urgentes via le canal de communication autorisé, mais de prendre contact avec la banque via les canaux sécurisés prévus à cet effet (par ex. E-Banking, application Mobile Banking).
7. Ni le client ni la banque ne sont tenus d'utiliser le canal de communication autorisé. La banque peut interrompre ou bloquer à tout moment la communication



électronique, notamment lorsqu'elle redoute des abus ou que des dispositions légales juridiques ou contractuelles l'exigent. Elle peut refuser de recevoir ou de traiter un message électronique, ou exiger des clarifications supplémentaires pour le faire. Elle se réserve le droit de ne pas communiquer électronique-ment avec des personnes domiciliées à l'étranger. La banque n'est pas tenue d'envoyer des informations via tous les canaux de communication autorisés et/ou à plusieurs destinataires éventuels, ou encore d'informer séparément le client d'une communication au titulaire.

La banque se réserve le droit de communiquer au titulaire des changements au niveau des données de contact via le canal de communication autorisé.

8. Les données de contact communiquées à la banque (par ex. contacts téléphoniques) ou les instructions transmises concernant l'envoi postal ou électronique (E-Banking) de documents restent en vigueur et ne sont pas modifiées par la remise d'une confirmation concernant la communication électronique. Les commandes de publications électroniques de la banque (par ex. newsletters) ne sont pas concernées par le choix d'un canal de communication effectué au moyen d'une confirmation concernant la communication électronique. Elles sont transmises conformément à la commande du client et doivent être résiliées séparément.

9. Le canal de communication choisi au moyen d'une confirmation concernant la communication électronique peut être invalidé à tout moment par le client ou par le titulaire mentionné. Au cas où un canal de communication indiqué ne devait plus être utilisé (modification de l'adresse e-mail ou du numéro de téléphone portable) ou si les données ci-dessus concernant le canal de communication n'étaient plus valables pour quelque raison que ce soit, il incombe au client d'invalider sans délai le canal de communication et, au besoin, de remettre une nouvelle confirmation concernant la communication électronique via des canaux non sécurisés.
10. Le canal de communication autorisé est utilisé à compter de sa désignation dans le cadre de la confirmation concernant la communication électronique. Si le canal de communication n'est pas invalidé, il reste valide au-delà du décès du client, de la perte de ses droits civils ou de sa radiation en tant qu'entreprise (sans égard pour des inscriptions au registre du commerce divergentes).

Informations à l'attention de notre clientèle – Éviter les avoirs sans contact et en déshérence

Chère cliente, cher client,

Il peut arriver que le contact avec des clients d'une banque soit rompu et que les avoirs déposés à la banque deviennent sans nouvelles. Un tel cas de figure peut créer des problèmes ou une situation insatisfaisante, en particulier quand ces avoirs tombent définitivement dans l'oubli pour les clients et leurs héritiers. C'est pourquoi l'Association Suisse des Banquiers (www.swissbanking.org) a élaboré d'entente avec les banques suisses des mesures, destinées à prévenir les avoirs sans contact et en déshérence, que nous vous présentons ci-après.

Votre contribution pour éviter les avoirs sans contact et en déshérence

- Nous vous saurions gré de nous communiquer sans délai tout changement de domicile ou d'adresse (p. ex. par suite d'un mariage).
- Veuillez également nous informer si vous partez en voyage pour une période prolongée et désirez que les communications soient envoyées à une adresse tierce.
- D'une manière générale, nous recommandons de désigner une personne dûment autorisée que la banque pourra contacter en présence d'avoirs sans contact et en déshérence.

Mesures de la banque en cas d'avoirs sans contact

En présence d'avoirs sans contact, nous prenons les mesures suivantes basées sur les principales règles de comportement élaborées par l'Association Suisse des Banquiers:

Mesures immédiates

Dès que nous constatons que les communications envoyées par voie postale à un client ne lui parviennent plus, p. ex. suite à un changement d'adresse, et que par ailleurs tout contact (visite à la banque, connexion E-Banking) avec celui-ci est inexistant, nous tentons avec toute la diligence requise de renouer le contact et de trouver la nouvelle adresse. Nous chargeons, le cas échéant, des tiers d'effectuer des recherches. Ces derniers sont assujettis à la même obligation de garder le secret que les employés de la banque. Le secret bancaire est ainsi préservé.

Mesures en cas d'avoirs sans contact et en déshérence

Si nos recherches demeurent vaines après une rupture de contact ou dans l'impossibilité pour tout autre motif de contacter le client, l'absence de contact est réputée établie. Dans ce cas, nous sommes tenus en vertu des règles de diligence:

- d'enregistrer les avoirs du client de manière centralisée, de marquer spécifiquement les avoirs concernés et de les gérer pendant 10 ans en tant qu'avoirs sans contact et ensuite, durant 50 ans, en tant qu'avoirs en déshérence;
- d'annoncer les données des clients sans contact à la banque de données centrale pour tous les avoirs d'un montant supérieur à 500 CHF et pour tous les compartiments de coffre-fort; seul l'Ombudsman des banques suisses a accès à la banque de données tenue par SIX SAG;
- de publier sur internet (<https://www.dormantaccounts.ch>), 50 ans après que les avoirs ne soient tombés en déshérence (c'est-à-dire 60 ans après le dernier contact), les dénominations des relations clients en déshérence, dont les avoirs dépassent 500 CHF ou dont la valeur, à l'instar du contenu de compartiments de coffre-fort, est inconnue;
- de livrer les avoirs à l'Administration fédérale des finances si, au cours du délai de publication, personne n'a fait valoir des prétentions légitimes sur les avoirs en déshérence; la livraison des avoirs à la Confédération entraînera l'extinction de toutes les prétentions d'ayants droit.

Maintien des droits y compris en présence d'avoirs sans contact et en déshérence

- Les droits du client ou de ses successeurs légaux demeurent préservés en cas d'avoirs sans contact ou en déshérence jusqu'à leur livraison à la Confédération. Une dérogation au règlement contractuel n'est possible que si elle s'inscrit dans l'intérêt présumé du client. Les avoirs en compte courant et avoirs analogues sont placés de manière à préserver les intérêts du client, c'est-à-dire avec la diligence requise et autant que possible dans des produits rémunérateurs (par exemple sous forme d'avoirs d'épargne, d'obligations de caisse ou dans un fonds de placement présentant un profil de risque prudent). Les avoirs d'épargne continuent d'être gérés sans changement et sont rémunérés aux taux d'intérêt pratiqués par la banque. Les mandats de gestion de fortune continuent d'être exercés sans changement sous réserve que l'objectif de placement ne s'oppose pas aux intérêts manifestes du client. Moyennant l'observation des directives de la banque, les compartiments de coffre-fort peuvent être ouverts, et leur contenu faire l'objet d'une conservation centralisée, si le loyer n'est plus couvert ou s'il est couvert dans le but de mener à bien les recherches et dans la perspective de la liquidation.



Frais

Les frais habituellement imputés par les banques s'appliquent aussi en cas d'avoirs sans contact et en déshérence. En outre, nous imputerons au compte y afférent les coûts engagés pour les recherches, le traitement et la surveillance spécifiques des avoirs sans contact et en déshérence et la publication et la gestion de prétentions manifestement infondées. Bien entendu, l'ampleur des recherches variera en fonction notamment de l'importance des avoirs existants, conformément au principe de la proportionnalité.

Nous vous remercions de votre coopération dans l'optique de la prévention des avoirs sans contact et en déshérence.

Explications sur la déclaration fiscale volontaire

Échange automatique de renseignements (EAR)

Je prends/Nous prenons acte du fait que la banque est tenue de communiquer à l'Administration fédérale des contributions (AFC) des informations sur le titulaire du compte/l'ayant droit économique et les valeurs patrimoniales si le titulaire du compte/l'ayant droit économique réside fiscalement dans un pays avec lequel la Suisse a conclu un accord d'échange automatique de renseignements en matière fiscale.

L'AFC est tenue de transmettre ensuite les informations reçues à l'autorité/aux autorités fiscale(s) étrangère(s) compétente(s) conformément aux dispositions légales.

FATCA

Je prends/Nous prenons acte du fait que la banque est tenue de communiquer aux autorités fiscales américaines (IRS) des informations sur le titulaire du compte/l'ayant droit économique et les valeurs patrimoniales si le titulaire du compte/ l'ayant droit économique est considéré comme une «US Person» selon le droit fiscal américain.

Remarque relative à la vérification de l'assujettissement illimité

La résidence fiscale est déterminée dans une première étape en fonction des réglementations spécifiques à chaque État en matière d'assujettissement illimité. Les critères d'un tel assujettissement varient d'un État à l'autre, les caractéristiques suivantes étant à vérifier progressivement:

- domicile permanent dans l'un des États contractants;
- centre des intérêts vitaux dans l'un des États contractants;
- résidence habituelle dans l'un des États contractants ou
- nationalité d'un des États contractants.

Si une personne est considérée comme assujettie de manière illimitée dans plus d'un État en raison des réglementations spécifiques à ces États, il faut le cas échéant appliquer la convention de double imposition (CDI) conclue entre les deux États afin de déterminer la résidence fiscale. Dans ces cas, les règles dites «tie-breaker» (examen en cascade) déterminent l'État de résidence fiscale d'une personne physique. En l'absence de CDI entre les deux États permettant d'attribuer la résidence fiscale à l'un d'eux, la personne concernée est considérée comme résidente des deux États aux fins de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers. Un assujettissement fiscal limité (par ex. en raison de revenus générés par un immeuble dans un État, d'une participation à une société de personnes ou d'un site de production) n'implique pas en règle générale une résidence fiscale pertinente en matière d'EAR. Veuillez contacter votre conseiller fiscal pour toute question relative à votre résidence fiscale.